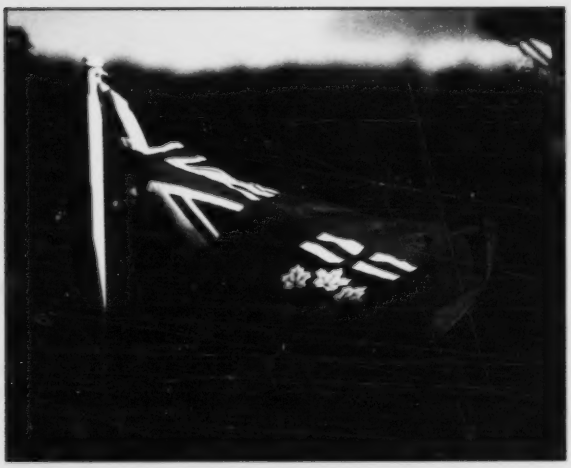
Ontario

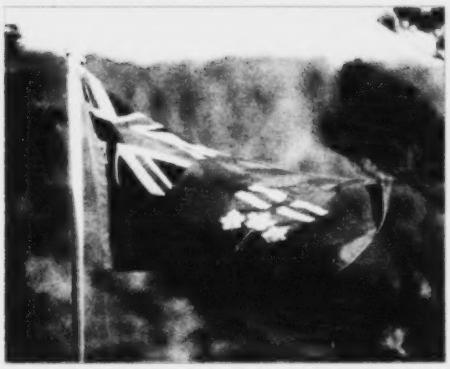
2002 Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario



Croissance et prospérité pour un avenir prometteur

L'honorable Janet Ecker
Ministre des Finances

2002 Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario



Croissance et prospérité pour un avenir prometteur

L'honorable Janet Ecker
Ministre des Finances

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2002*, s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1
416 325-0333

ou appeler au :
Centre d'information du ministère des Finances (sans frais d'interurbain)
Demandes en français : 1 800 668-5821
Demandes en anglais : 1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
http://www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html

On peut se procurer des exemplaires gratuits du présent document auprès de :
Publications Ontario
880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8
Téléphone : 416 326-5300
Commandes de l'extérieur : 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 268-7095
Site Web : www.publications.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2002
ISSN 1483-5983

This document is available in English under the title:
2002 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review.

103-02317/

Table des matières

Introduction 1

A. Rendement économique de l'Ontario 3

B. Perspectives économiques de l'Ontario 17

C. Plan financier de l'Ontario 31

Tableaux des données économiques 69

Introduction

En 2001, l'économie ontarienne a été mise à rude épreuve. Les effets du ralentissement économique mondial ont été exacerbés par les attaques terroristes du 11 septembre, qui ont perturbé nos frontières et miné la confiance des investisseurs et des consommateurs.

Cette année, l'économie ontarienne s'est bien redressée. Parmi les principaux pays industrialisés, c'est en Ontario que la croissance économique a été la plus rapide et la création d'emplois, la plus forte. Les politiques mises en oeuvre depuis 1995 ont contribué à ce rebond en stimulant les forces sous-jacentes à l'économie ontarienne.

Depuis 1995, le gouvernement de l'Ontario soutient la croissance économique en réduisant les impôts, en équilibrant le budget, en remboursant la dette publique, en investissant dans l'infrastructure et l'innovation, en offrant les services publics plus efficacement et en réduisant les formalités administratives afin d'éliminer les obstacles aux investissements du secteur privé et à la création d'emplois. Ces politiques ont été profitables aux Ontariennes et aux Ontariens et ont favorisé les perspectives positives de notre économie.

Comme par les années passées, le présent document examine la performance et les perspectives économiques de l'Ontario ainsi que sa situation financière. Les prévisionnistes du secteur privé prévoient maintenant que l'économie ontarienne connaîtra une croissance de 3,5 % cette année et l'année prochaine. Ils s'attendent à ce qu'encore une fois, l'économie de l'Ontario croisse plus rapidement que celle de n'importe quel pays du G-7.

Avec un excédent de 375 millions de dollars en 2001-2002, l'Ontario affiche un troisième budget équilibré de suite. La dette nette de la province a été réduite de 4,5 milliards de dollars avant le redressement provisoire effectué en raison de l'erreur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada et la mise en oeuvre de modifications comptables. Cette année, l'Ontario est en voie de déposer un budget équilibré pour une quatrième année consécutive.

La section A du présent document examine la performance économique de l'Ontario, sous l'angle de la croissance, de la création d'emplois et de la prospérité. La section B décrit les perspectives économiques ontariennes et la section C aborde le plan financier. Les tableaux de données à la fin du document fournissent des renseignements détaillés sur tous les aspects de l'économie de la province.

A : Rendement économique de l'Ontario : Croissance, emplois et prospérité

L'Ontario mène le bal en matière de croissance économique

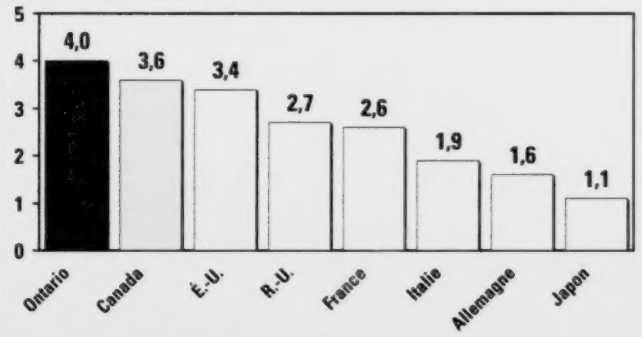
Le fléchissement économique de 2001, qui s'est traduit par une croissance réelle de seulement 1,5 %, a fait place à un rebondissement. L'Ontario n'a pas été le seul territoire à connaître ce ralentissement économique; en effet, la croissance réelle de tous les pays industriels du G-7 a connu une décélération marquée.

Bien que la conjoncture économique ait été difficile, les politiques judicieuses de l'Ontario ont favorisé la relance de son économie. Le produit intérieur brut réel a augmenté de 1,1 % (taux annualisé de 4,4 %) pendant le deuxième trimestre de 2002. Cette hausse faisait suite à une augmentation de 1,8 % (taux annualisé de 7,6 %) enregistrée pendant le premier trimestre. En 2002, les ventes d'automobiles en Ontario ont augmenté de 8,5 % par rapport à la même période l'année précédente. Quant à elles, les reventes de logements ont augmenté de 12,8 %. Depuis décembre 2001, l'Ontario a créé près de 170 000 emplois nets.

Les mêmes politiques ont aidé l'Ontario à prospérer depuis 1995. Entre 1996 et 2001, le produit intérieur brut réel de l'Ontario s'est accru de 26,6 %, soit 4,0 % par année en moyenne, une augmentation spectaculaire par rapport à la période de stagnation du début des années 1990. Depuis 1995, la croissance de l'Ontario a été beaucoup plus forte que celle de tout pays du G-7 et a également dépassé celle de toutes les autres provinces canadiennes.

Croissance économique : l'Ontario et les pays du G-7

Croissance moyenne du PIB réel, 1996-2001 (en pourcentage)

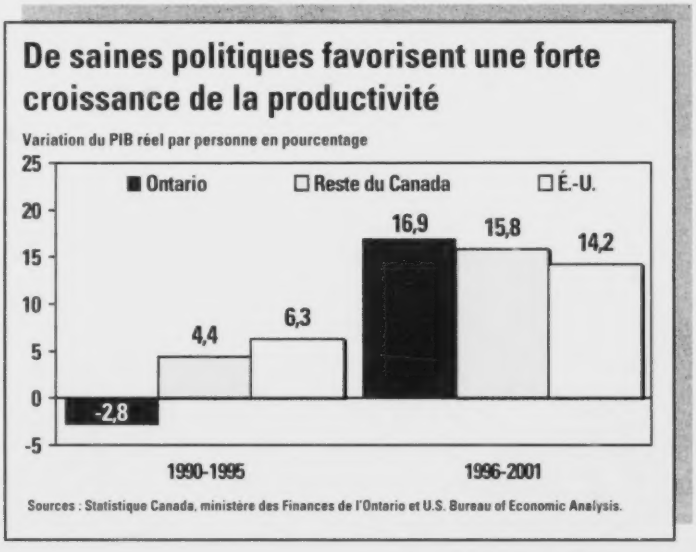


Sources : Statistique Canada, Organisation de coopération et de développement économiques et ministère des Finances de l'Ontario.

- Une demande intérieure forte, stimulée par les réductions d'impôt et la création d'emplois, a été le principal moteur de la croissance économique vigoureuse de l'Ontario. Entre 1996 et 2001, les dépenses de consommation et les investissements des entreprises, qui ont assuré respectivement 50,6 % et 18,5 % de la croissance en Ontario, ont joué des rôles de premier plan.
- L'adoption de politiques favorisant un climat commercial positif ont aussi aidé les producteurs ontariens à livrer concurrence à l'échelle internationale. Le rendement de l'Ontario au chapitre du commerce international et interprovincial a été impressionnant au cours des six dernières années. Les exportations réelles se sont accrues de 38,5 %, tandis que les importations ont connu une hausse de 35,0 %.

ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ : L'ONTARIO SE HISSE DU DERNIER AU PREMIER RANG

L'accroissement de la productivité est le seul moyen durable de rehausser le niveau de vie. La mesure la plus générale de la productivité d'une économie est la croissance du PIB réel par habitant. Depuis 1995, la croissance du PIB de l'Ontario par habitant dépasse celle du reste du Canada, des États-Unis et de la moyenne des pays industrialisés. Depuis 1995, les réductions d'impôt et la création d'un environnement propice à l'investissement ont favorisé l'augmentation de la productivité de l'Ontario et la forte croissance de l'emploi.



- Des études économiques à l'échelle internationale indiquent que la réduction des impôts sur le revenu des particuliers et des entreprises se traduit par un accroissement considérable de la productivité à long terme.
- La réduction des impôts sur le revenu revitalise l'économie. Elle incite les entrepreneurs et les employés à faire des efforts plus soutenus afin de réussir et de gagner des revenus plus élevés, car ils peuvent conserver une plus grande proportion de leurs gains. La diminution des impôts des entreprises mène à des investissements accrus, à une meilleure productivité et à des revenus plus élevés pour les travailleurs de l'Ontario.

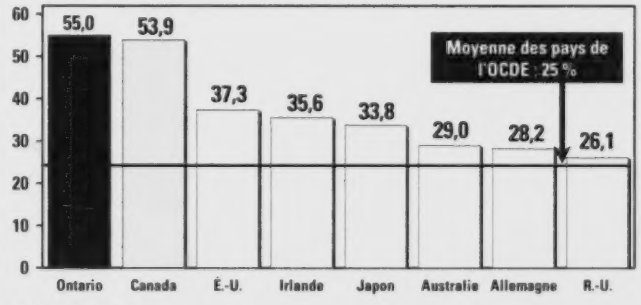
- Les gains de productivité découlent également des investissements dans le matériel, la technologie et les connaissances; de l'innovation, qui crée de nouveaux produits et de nouvelles façons de travailler; et d'une industrie souple qui s'efforce sans cesse de trouver les meilleures occasions. Ces activités caractérisent l'économie de l'Ontario.

La main-d'oeuvre qualifiée : Un avantage pour l'Ontario

Une main-d'oeuvre qualifiée est un autre élément indispensable à l'amélioration de la productivité et à la croissance. La main-d'oeuvre très instruite de l'Ontario constitue un atout précieux pour les industries ontariennes. Ces dernières années, environ 90 % des emplois nets créés ont été obtenus par des personnes qui avaient fait des études postsecondaires.

- La population ontarienne reconnaît la valeur des études. En Ontario, la proportion d'adultes qui ont fait des études postsecondaires est de 55 %, ce qui place la province en tête des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'enseignement postsecondaire comprend les études universitaires et collégiales, ainsi que les programmes de formation et d'apprentissage de niveau collégial. Le niveau de scolarité des Ontariennes et des Ontariens est plus de deux fois supérieur à la moyenne de 25 % des pays de l'OCDE. L'Ontario se classe au premier rang pour ce qui est des études collégiales et au troisième rang pour les études universitaires, derrière les États-Unis et la Norvège.

Adultes* ayant fait des études postsecondaires en Ontario et dans les pays de l'OCDE en 2001



*Adultes de 25 à 64 ans.
Sources : *Regards sur l'éducation 2002*, OCDE et totalisations sur mesure pour l'Ontario de Statistique Canada.

L'Ontario a fait d'importants investissements dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle afin de devenir un chef de file pour ce qui est de préparer les jeunes à mieux faire face à l'avenir.

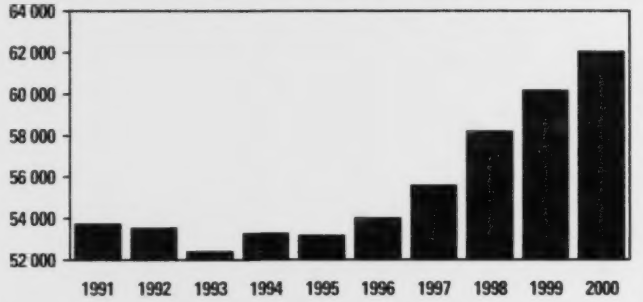
- D'ici 2003-2004, le gouvernement affectera 368 millions de dollars supplémentaires à l'enseignement postsecondaire au titre des dépenses de fonctionnement pour que tous les élèves de la province possédant le diplôme nécessaire puissent s'inscrire à un collège ou à une université s'ils le souhaitent durant l'année de la double cohorte.
- La Société ontarienne SuperCroissance et ses partenaires investissent à l'heure actuelle 2,2 milliards de dollars pour agrandir et moderniser les établissements d'enseignement collégial et universitaire et créer plus de 79 000 places pour accueillir les nouveaux étudiants. Cet engagement représente le plus important investissement de capitaux dans le domaine de l'enseignement postsecondaire depuis les années 1960.
- On affectera plus de 120 millions de dollars à l'expansion du système d'apprentissage, notamment en vue de doubler le nombre de participants à ce système, d'accroître le nombre de jeunes et de personnes formées à l'extérieur du Canada qui exercent un métier spécialisé et de moderniser le matériel de classe. Ces investissements contribueront à contrer toute grave pénurie de main-d'oeuvre qualifiée.

Augmentation constante du revenu des ménages

L'amélioration de la productivité se traduit par une tendance à la hausse du revenu des ménages. À l'instar de la rémunération provenant d'un emploi et du revenu des placements, le revenu des ménages ontariens n'a cessé de s'accroître depuis 1995. En outre, les réductions d'impôt ont permis aux familles de garder une part plus importante de leurs gains. Depuis 1995, le revenu réel moyen après impôt des ménages a connu une hausse de près de 17 %. Il a atteint 62 062 $ en 2000, selon les dernières données disponibles.

Le revenu moyen des familles continue d'augmenter en Ontario

Revenu réel moyen après impôt des familles en Ontario en dollars constants de 2000



Source : Statistique Canada, *Tendances du revenu au Canada, 2000.*

L'augmentation du revenu des ménages s'est étalée différemment selon les types de famille et les catégories de revenu :

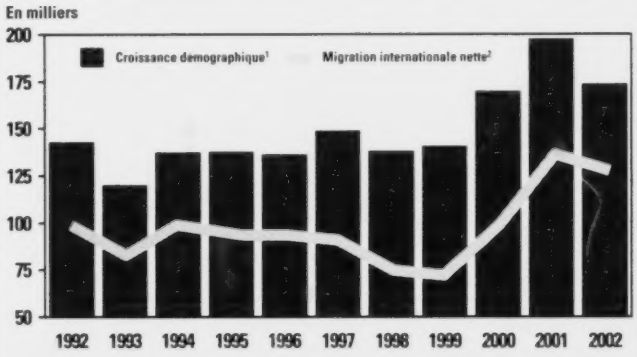
- Le revenu réel moyen après impôt des familles biparentales est passé de 57 672 $ en 1995 à 68 707 $ en 2000, une augmentation de 19 %.
- Le revenu réel moyen après impôt des familles monoparentales est passé, quant à lui, de 26 568 $ en 1995 à 35 272 $ en 2000, une hausse de 33 %.
- Tous les quintiles des revenus des ménages ont connu une hausse se situant entre 9 et 22 % entre 1995 et 2000.

La hausse considérable de l'emploi depuis 2001 a probablement donné lieu à d'autres augmentations réelles du revenu des ménages ontariens.

Forte croissance démographique

L'Ontario continue d'attirer de nouveaux résidents. En 2002, la population de l'Ontario s'établissait à 12,1 millions de personnes, une hausse de 1,5 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse a fait suite à une croissance encore plus marquée de 1,7 % enregistrée en 2001. À titre de comparaison, pendant les années 1990, la croissance démographique était en moyenne de 1,3 % par année. La croissance démographique supérieure à la moyenne affichée au cours des deux dernières années est attribuable aux niveaux records d'immigration en Ontario.

Croissance démographique annuelle en Ontario



1. Croissance démographique au cours de l'année de recensement, du 1er juillet au 30 juin.
2. Migration internationale nette = l'immigration moins l'émigration nette plus l'écart net en ce qui concerne le nombre de résidents non permanents.

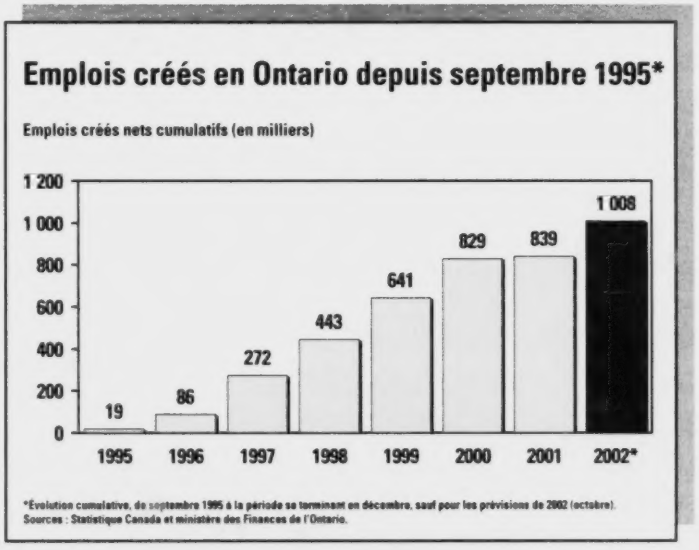
Source : Statistique Canada.

- Pendant l'année de recensement 2001-2002, l'Ontario a accueilli près de 153 000 immigrants. En 2000-2001, il en avait accueilli presque autant, soit 150 000, ce qui est beaucoup plus élevé que la moyenne annuelle de 118 000 affichée au cours des années 1990.
- L'immigration a également contribué à la croissance démographique importante qu'a connue la région du grand Toronto (RGT). En 2002, la population de la RGT était de près de 5,5 millions de personnes, une hausse de 14,1 % par rapport à 1996. La population de la RGT représentait 45 % de la population de l'Ontario en 2002, mais pratiquement 70 % de la croissance démographique de la province de 1996 à 2002.

La population de l'Ontario est fortement urbanisée. En effet, 49 % des habitants de la province vivent dans des villes ayant plus de 500 000 habitants. Selon le recensement de 2001, 78,5 % de la population ontarienne vit dans un centre urbain de 10 000 personnes ou plus, ce qui représente une hausse par rapport au taux de 76,5 % enregistré en 1996. Par contre, entre 1996 et 2001, la population rurale de l'Ontario connaissait une légère baisse d'environ 50 000 personnes, pour atteindre 1,7 million de personnes, soit 15,3 % de la population de la province, en 2001.

Création d'emplois solide et globale

La création d'emplois continue de profiter de politiques judicieuses qui favorisent un climat propice aux affaires. Depuis septembre 1995, l'économie de l'Ontario a généré plus de un million d'emplois nets, représentant 46,5 % de la croissance de l'emploi à l'échelle nationale. En raison de divers défis économiques, seulement un peu plus de 9 000 emplois ont été créés entre décembre 2000 et décembre 2001. Depuis, près de 170 000 emplois nets ont été créés.



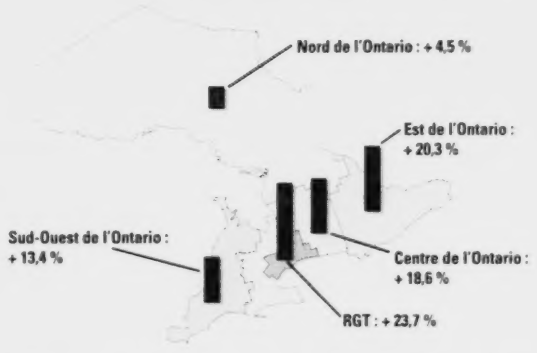
Les perspectives d'emploi se sont améliorées dans tous les secteurs de l'économie. Les hommes, les femmes et les jeunes en ont tous profité.

- Chez les jeunes de l'Ontario, 115 300 emplois nets ont été créés de 1998 à 2001. Cette hausse est la plus forte jamais enregistrée pour une période de quatre ans visée par des statistiques. Le taux de chômage chez les jeunes a diminué de près de quatre points de pourcentage depuis 1997, passant de 16,4 % à 12,5 % en 2001. En 2002, la croissance de l'emploi chez les jeunes a été positive, et 20 100 emplois nets ont été créés au troisième trimestre, la hausse trimestrielle la plus importante enregistrée en quatre ans.

Croissance de l'emploi dans toutes les régions de l'Ontario

Depuis septembre 1995, toutes les régions ont bénéficié de la croissance considérable de l'emploi enregistrée dans la province.

Croissance de l'emploi dans les régions depuis septembre 1995



Les données régionales sont des moyennes mobiles sur trois mois et ont été désaisonnalisées.
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

- Depuis septembre 1995, les deux principales économies régionales de l'Ontario, à savoir celles de la RGT (avec 45 % des emplois de la province) et du Centre de l'Ontario (avec 23 % des emplois), ont créé à peu près 527 900 et 221 800 emplois nets respectivement.
- Toujours depuis septembre 1995, l'Est et le Sud-Ouest de l'Ontario, qui englobent chacune 13 % des emplois, ont créé environ 135 200 et 91 600 emplois nets respectivement. Dans le Nord de l'Ontario, où l'on compte plus de 6 % des emplois, quelque 16 200 emplois nets ont été créés.
- Au cours des 12 derniers mois, le marché de l'emploi a connu une augmentation dans les cinq économies régionales de la province : 33 500 emplois nets dans l'Est de l'Ontario, 40 200 dans le Centre de l'Ontario, 54 400 dans la RGT, 16 800 dans le Sud-Ouest de l'Ontario et 12 600 dans le Nord de l'Ontario.
- Le gouvernement envisage de créer des zones assorties d'incitatifs fiscaux dans les collectivités faisant face à divers défis pour attirer des investissements et des emplois. L'instauration de telles zones aurait pour but d'inciter les entreprises à investir dans ces collectivités, à s'y installer ou à agrandir les installations existantes, et à donner ainsi aux jeunes la possibilité de vivre, de travailler et d'élever une famille dans la collectivité où ils ont grandi et de contribuer à la qualité de vie de cette collectivité.

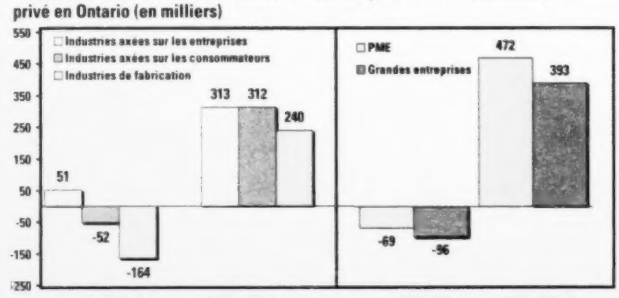
- Le gouvernement a invité les collectivités à présenter des propositions pour mettre en oeuvre l'un des six projets-pilotes de zones assorties d'incitatifs fiscaux. Le gouvernement mettra à l'épreuve diverses propositions dans différentes régions de la province afin de relever les conditions nécessaires à l'appui d'investissements commerciaux judicieux et de la création d'emplois.

Forte croissance de l'emploi dans l'ensemble des secteurs et des entreprises de toute taille

Les politiques économiques de l'Ontario aident les entreprises de toute taille, dans de nombreux secteurs industriels, à croître et à créer des emplois.

Croissance vigoureuse et diversifiée de l'emploi en Ontario

Variation cumulative du nombre de nouveaux emplois nets dans le secteur privé en Ontario (en milliers)



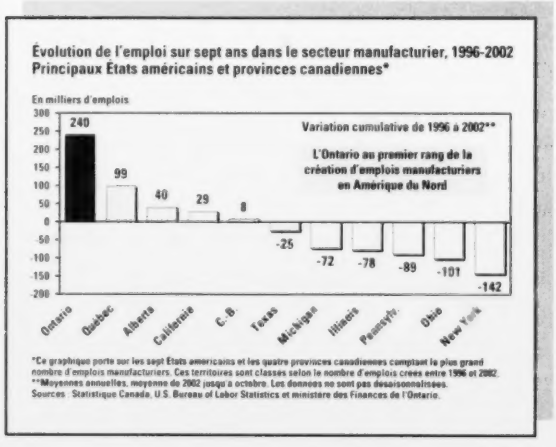
Les industries axées sur les entreprises comprennent les services financiers, professionnels, de gestion et autres services commerciaux, les communications, le transport, la vente en gros, les services publics et les ressources. Les industries axées sur les consommateurs comprennent le commerce au détail, les services personnels, les divertissements et la construction. On entend par PME les entreprises comptant moins de 500 employés et les travailleurs autonomes. On entend par grandes entreprises les entreprises comptant 500 employés ou plus.
*Moyennes annuelles. Pour 2002, moyenne jusqu'en octobre. Données non désaisonnalisées.
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

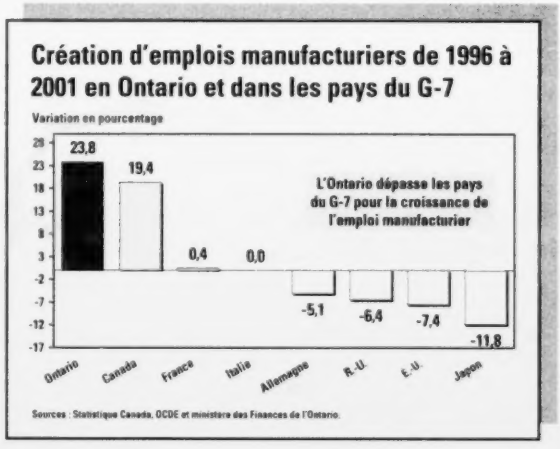
- Des emplois ont été créés dans un large éventail de secteurs entre 1996 et 2002. L'activité commerciale vigoureuse a permis la création de 313 000 emplois dans les industries axées sur les entreprises, notamment les services professionnels, tandis que les fortes dépenses de consommation ont contribué à créer 312 000 emplois dans les industries axées sur les consommateurs, telles que le commerce de détail et la construction. L'Ontario a continué de faire figure de proue en Amérique du Nord dans le secteur manufacturier, créant 240 000 emplois nets dans ce secteur.
- Les petites et moyennes entreprises (PME) ont continué de témoigner leur confiance dans la politique économique de l'Ontario, créant 472 000 emplois entre 1996 et 2002. Les emplois créés dans les PME ont représenté 55 % de tous les emplois créés dans le secteur privé de l'Ontario.

Croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier : L'Ontario mène le bal en Amérique du Nord

L'amélioration du climat des affaires est particulièrement favorable au secteur manufacturier ontarien, qui est très compétitif et diversifié. Les 240 000 emplois nets créés entre 1996 et 2002 dans ce secteur représentaient 57 % de tous les emplois créés au Canada, plus que toute autre province canadienne et État américain en termes absolus. En guise de comparaison, dans tous les autres pays du G-7, des emplois ont été perdus dans le secteur manufacturier entre 1996 et 2001, sauf en France.

- De 1996 à 2002, la croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier en Ontario a touché de nombreuses industries, notamment celles des pièces automobiles (+ 52 000 emplois), de l'équipement électronique et informatique (+ 26 000 emplois), de la machinerie (+ 24 000 emplois) et du meuble (+ 22 000 emplois).
- De 1998 à 2002, la moitié des emplois créés dans le secteur manufacturier l'ont été dans les petites et moyennes entreprises de fabrication.
- Au cours des 12 derniers mois, l'Ontario a continué d'être en tête de toutes les provinces canadiennes et des États américains, ayant créé 73 000 emplois nets dans le secteur manufacturier. Pendant la même période, le secteur manufacturier américain a perdu près de 700 000 emplois.

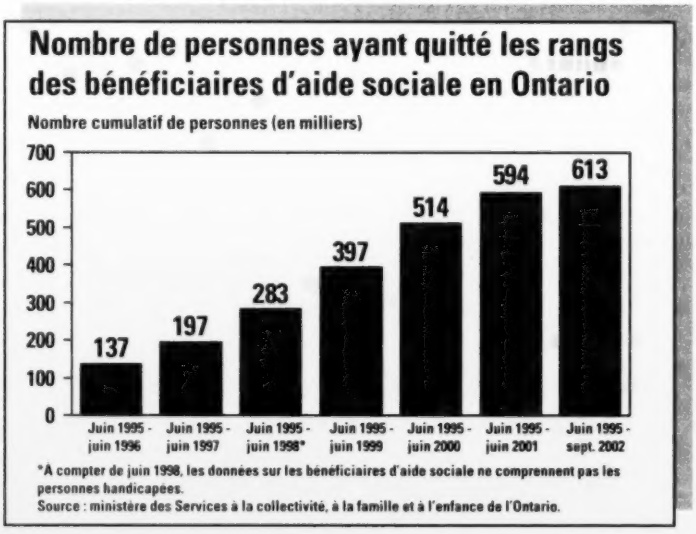




Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale continue de diminuer

La croissance soutenue de l'emploi et les réformes de l'aide sociale ont permis à l'Ontario de réduire la dépendance à l'égard de l'aide sociale chaque année depuis juin 1995. En septembre 2002, 613 193 adultes et enfants n'étaient plus bénéficiaires de l'aide sociale.

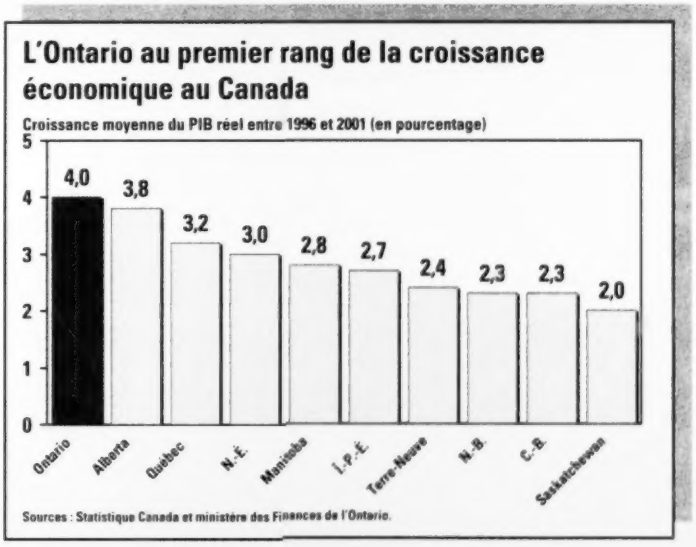
La capacité de l'Ontario à diminuer le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale depuis 1995 contraste grandement avec la situation constatée dans les années 1980, puisque le nombre de bénéficiaires ne cessait d'augmenter même s'il y avait création d'emplois et réduction du chômage.



- Les réformes de l'aide sociale ont contribué à l'autonomie en éliminant les obstacles qui favorisaient la dépendance. Ontario au travail, le programme de travail obligatoire de la province, permet aux participants de parfaire leur éducation, de profiter de programmes de formation professionnelle et d'acquérir une expérience de travail précieuse. Par ailleurs, le système d'aide sociale demeure un filet de sécurité pour les personnes qui en ont réellement besoin.

Rendement économique de l'Ontario : Résilience et croissance

Depuis 1995, l'Ontario affiche un rendement exceptionnel au chapitre de la croissance économique et de la création d'emplois. L'économie ontarienne croît à un rythme plus rapide que celui de n'importe quel pays du G-7 ou de toute autre province canadienne.



Cette solide performance économique s'est manifestée dans la résilience de l'économie ontarienne au cours du ralentissement mondial de 2001 et dans la reprise vigoureuse enregistrée jusqu'à maintenant en 2002. Elle a été soutenue par les politiques économiques de l'Ontario, notamment les réductions d'impôts, la prestation efficiente de services publics, les investissements dans l'infrastructure et l'élimination des obstacles aux initiatives du secteur privé.

La section qui suit traite des perspectives économiques de l'Ontario. Malgré les nombreux écueils et incertitudes qui touchent les marchés mondiaux, les prévisionnistes croient que la forte croissance économique de l'Ontario se poursuivra.

B : Perspectives économiques de l'Ontario

Introduction et faits saillants

En 2002, l'économie de l'Ontario a démontré qu'elle était solide et résiliente. En effet, elle a affiché de bons résultats malgré le fléchissement important survenu l'an dernier et est redevenue l'une des économies les plus dynamiques.

L'économie mondiale continue de faire face à un grand nombre de risques et de défis. Toutefois, on prévoit que l'économie de l'Ontario affichera une croissance soutenue. Comme par les années passées, le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario* fait état des prévisions du secteur privé concernant l'économie de la province. Ces prévisions définissent un cadre utile pour les consultations et la planification budgétaires. Le gouvernement de l'Ontario présentera les hypothèses prudentes de planification dont il se sert dans le budget qu'il déposera avant la fin de l'exercice.

Prévisions du secteur privé pour l'économie de l'Ontario (moyenne annuelle, en pourcentage)

	2001	2002p	2003p	2004p
Croissance du PIB réel	1,5	3,5	3,5	3,9
Taux de chômage	6,3	7,1	6,7	6,4
Inflation de l'IPC	3,1	2,1	2,4	1,9

p = moyenne des prévisions du secteur privé.
Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions (novembre 2002) du ministère des Finances de l'Ontario.

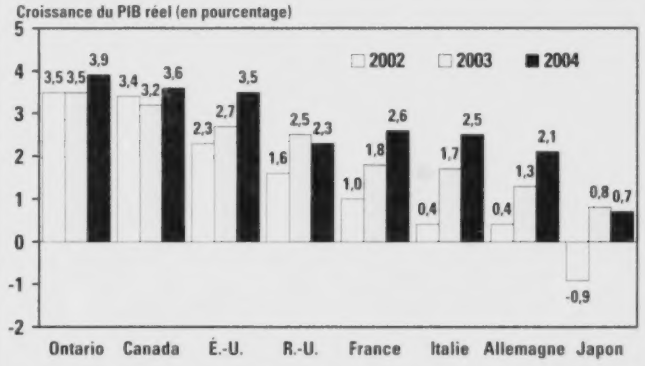
Les perspectives économiques de l'Ontario pour 2002 se sont améliorées depuis le budget de juin dernier. Toutefois, les perspectives de 2003 ont été revues à la baisse. Selon la moyenne des prévisions du secteur privé, le taux de croissance réelle de l'économie devrait être de 3,5 % en 2002, comparativement au taux de 3,2 % indiqué dans le budget. On prévoit que le taux de croissance sera de 3,5 % l'an prochain comparativement au taux de 4,3 % prévu en juin dernier. Pour 2004, le secteur privé prévoit que l'économie demeurera dynamique et que le taux de croissance sera de 3,9 %.

Le ralentissement de la croissance prévu pour 2003 s'explique surtout par la reprise hésitante et incertaine de l'économie américaine. Bien que les dépenses de consommation soient en hausse dans ce pays, les dépenses des entreprises ont baissé. Cette situation est en partie attribuable au fait que le risque de guerre au Moyen-Orient pourrait avoir une incidence négative sur l'économie. Cette incertitude et la capacité excédentaire d'un grand nombre d'entreprises, qui persiste, font en sorte que les entreprises américaines hésitent à faire des investissements et à embaucher du personnel.

L'Ontario sera le chef de file de la croissance économique

À la suite du ralentissement de l'économie mondiale en 2001, la croissance économique a fait un rebond spectaculaire en Ontario et est à nouveau supérieure à celle enregistrée dans tous les pays du G-7. Cette situation s'explique par le dynamisme de notre économie, appuyé par les politiques du gouvernement de l'Ontario depuis sept ans. Ce dernier a réduit les impôts, équilibré le budget pendant trois années consécutives et éliminé des obstacles à la création d'emplois et à l'investissement. Ces politiques favorisent la création d'emplois, ainsi que la hausse des revenus, des dépenses et des investissements des entreprises.

Perspectives économiques établies par le secteur privé : 2002 à 2004



Sources : enquête sur les prévisions (novembre 2002) et *Consensus des prévisions* (octobre et novembre 2002) du ministère des Finances de l'Ontario.

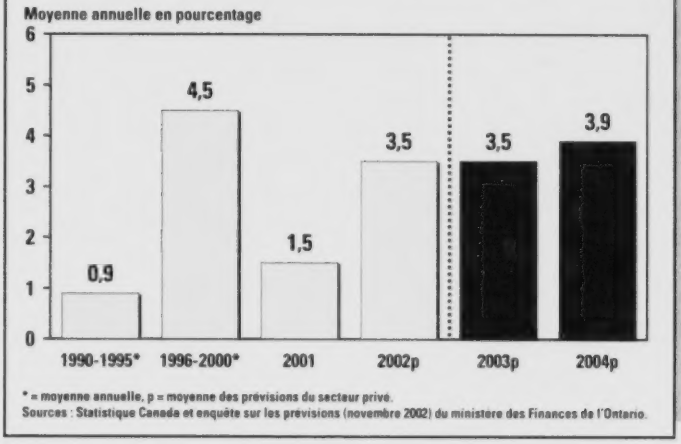
Selon les économistes du secteur privé, le taux de croissance du PIB réel de l'Ontario sera de 3,5 % en 2002, de 3,5 % en 2003 et de 3,9 % en 2004. On prévoit que l'Ontario affichera le taux de croissance le plus élevé de tous les pays du G-7 pendant cette période. La confiance dont fait preuve le secteur privé repose sur les résultats impressionnants enregistrés en Ontario, la hausse de la productivité, l'accroissement de la main-d'oeuvre qualifiée et instruite de la province et les engagements de maintenir un cadre économique favorable aux investissements et à l'entrepreneuriat.

Un certain nombre de facteurs influent sur les perspectives économiques des prochaines années.

- Les réductions des taux d'imposition du revenu des particuliers et des sociétés ont encouragé le travail et les investissements et amélioré la situation financière des entreprises et des ménages.

- Les faibles taux d'intérêt aideront les entreprises à contenir leurs dépenses et stimuleront les achats de biens de consommation, la construction de logements et les rénovations.
- Les ménages des États-Unis continuent d'acheter des articles de prix unitaire élevé, notamment des automobiles, ce qui stimule un des secteurs clés de l'Ontario.

Croissance du PIB réel de l'Ontario

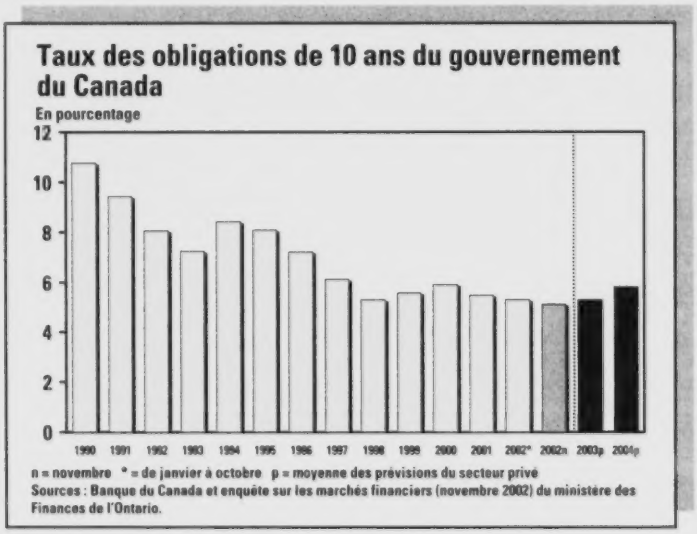


* = moyenne annuelle, p = moyenne des prévisions du secteur privé.
Sources : Statistique Canada et enquête sur les prévisions (novembre 2002) du ministère des Finances de l'Ontario.

Les faibles taux d'intérêt et la stabilité de l'inflation favorisent la croissance

On prévoit que les taux d'intérêt demeureront faibles par rapport à ce qu'ils étaient dans le passé, car le taux d'inflation est modéré. La Réserve fédérale américaine et la Banque du Canada ont réduit considérablement les taux d'intérêt en 2001 en réponse au ralentissement de l'économie. La Réserve fédérale américaine n'a pas modifié les taux d'intérêt de la fin de 2001 jusqu'au 6 novembre, date à laquelle elle les a abaissés de 50 points de base afin de soutenir la croissance économique. Comme l'économie canadienne affiche un taux de croissance environ deux fois supérieur à celui de l'économie américaine, la Banque du Canada a haussé les taux d'intérêt à trois reprises depuis avril 2002, soit une augmentation totale de 75 points de base. Les taux sont demeurés stables depuis août en raison de la révision à la baisse des perspectives de croissance de l'économie mondiale. La plupart des conjoncturistes prévoient que la Banque du Canada ne modifiera pas les taux d'intérêt avant le début de l'an prochain.

Malgré la faible hausse des taux d'intérêt à court terme, les taux d'emprunt à long terme au Canada restent à des niveaux qui ont rarement été aussi bas. On prévoit que les taux d'intérêt augmenteront graduellement en 2003 et en 2004 à mesure que l'économie prendra de l'expansion et que la Banque du Canada prendra diverses mesures pour éviter l'apparition de pressions inflationnistes.



- Le taux des obligations de trois mois du Trésor canadien est actuellement de près de 2,7 %. Les conjoncturistes du secteur privé prévoient que ce taux atteindra en moyenne 3,5 % en 2003 et 4,4 % en 2004.

- Le taux des obligations de dix ans du gouvernement du Canada est actuellement de près de 5,1 %. Les conjoncturistes du secteur privé s'attendent à ce que ce taux atteigne 5,3 % en moyenne en 2003 et 5,8 % en 2004.

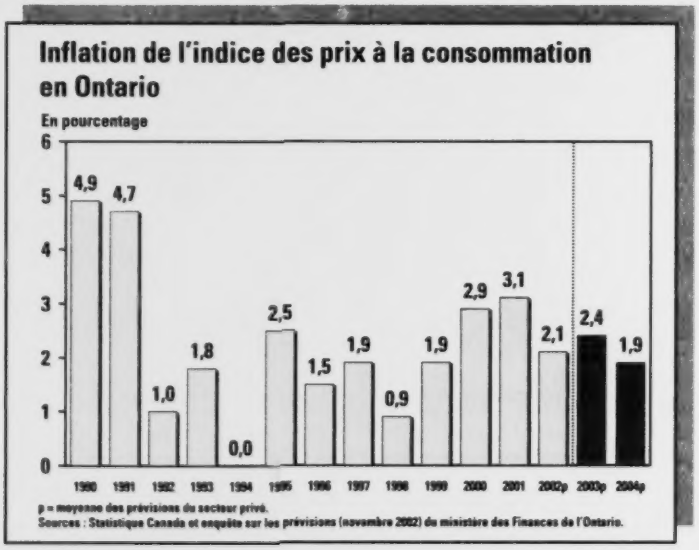
Perspectives concernant les taux d'intérêt canadiens (pourcentage annuel)

		Janv.-oct.			
	2001	2002	Nov. 2002	2003p	2004p
Taux des bons du Trésor de 3 mois	3,8	2,6	2,7	3,5	4,4
Taux des obligations gouvernementales de 10 ans	5,5	5,3	5,1	5,3	5,8

p = moyenne des prévisions du secteur privé.

Sources : Banque du Canada et enquête sur les marchés financiers (novembre 2002) du ministère des Finances de l'Ontario.

La politique de la Banque du Canada consiste à maintenir des taux d'inflation faibles et stables. Il s'agit d'une des principales raisons pour lesquelles on prévoit que les taux d'intérêt demeureront faibles. On prévoit également que l'inflation restera modérée au Canada en raison de la fourchette de 1 à 3 % établie pour l'IPC.



Les conjoncturistes du secteur privé prévoient que le taux ontarien d'inflation de l'IPC passera de 3,1 % en 2001 à 2,1 % en 2002. Ils prévoient également que le taux moyen d'inflation sera de 2,4 % en 2003 et de 1,9 % en 2004.

En moyenne, le taux d'inflation a été de 1,8 % au cours des dix premiers mois de l'année. Toutefois, le taux d'inflation mesuré sur douze mois est passé de 0,8 % en mai à 2,8 % en octobre en raison de la remontée des prix de l'énergie. On prévoit que le taux d'inflation diminuera d'ici la fin de l'année et au cours de 2003, notamment en raison de la décision du gouvernement de protéger les consommateurs contre l'instabilité des prix de l'électricité.

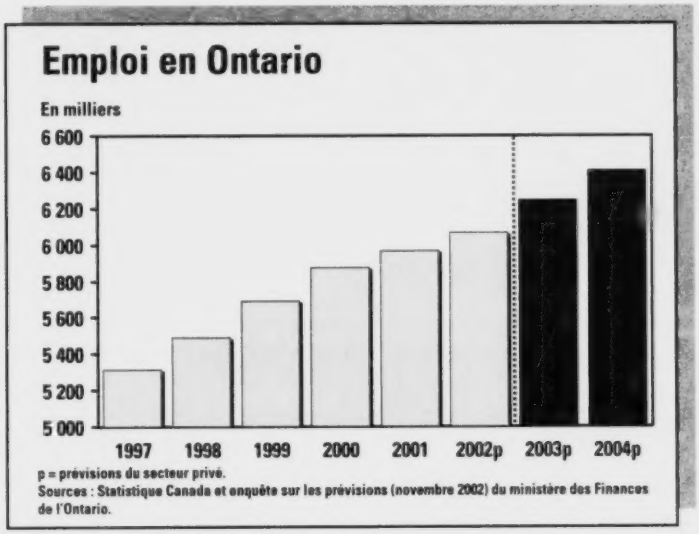
Un certain nombre de facteurs auront une incidence sur les prix en Ontario au cours des deux prochaines années.

- De janvier à octobre 2002, les prix du pétrole brut (mesurés à partir du prix du West Texas Intermediate) ont augmenté de plus de 50 % pour s'établir à environ 30 $US le baril. Cela s'explique par les troubles politiques au Moyen-Orient et par le fait que l'OPEP s'est engagée à limiter la production. Au cours de cette période, le prix moyen de l'essence à la pompe a augmenté de près de 18 cents le litre en Ontario. Les prix du pétrole demeurent instables. Ils variaient entre 26 $US et 28 $US le baril récemment. Les conjoncturistes du secteur privé prévoient que le prix du pétrole s'établira à environ 25 $US au cours de la prochaine année.
- Les règlements salariaux conclus en Ontario sont restés modérés, s'établissant en moyenne à 2,8 % au cours des neuf premiers mois de l'année, comparativement au taux de 2,9 % affiché en 2001.

Selon la moyenne des prévisions du secteur privé, le taux d'inflation se situera dans la moitié supérieure de la fourchette de contrôle établie par la Banque du Canada au cours de la prochaine année. Toutefois, on prévoit que le taux d'inflation à long terme sera proche de 2 %.

Croissance vigoureuse de l'emploi

Malgré le faible rendement de l'économie des États-Unis, le principal partenaire commercial de l'Ontario, la création d'emplois a été vigoureuse dans la province cette année. Les conjoncturistes du secteur privé prévoient une hausse de la création d'emplois, qui pourrait atteindre 101 000 nouveaux emplois en 2002 et 350 000 au cours des deux prochaines années. On prévoit que, d'ici 2004, jusqu'à 6,4 millions d'Ontariennes et d'Ontariens seront sur le marché du travail.

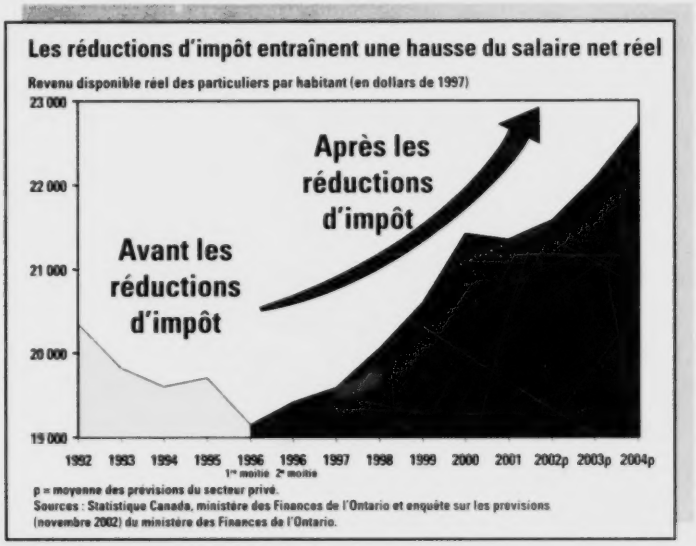


Les conjoncturistes du secteur privé prévoient que le taux annuel de création d'emplois pourrait atteindre 1,7 % en 2002, 3,0 % en 2003 et 2,6 % en 2004.

Ils prévoient également que le taux de chômage passera de 7,1 % en 2002 à 6,7 % en 2003 et à 6,4 % en 2004. Le taux de chômage est demeuré nettement inférieur à celui affiché entre 1990 et 1995, étant alors de 9,3 % en moyenne en Ontario.

La hausse du revenu net d'impôt et la faiblesse des taux d'intérêt favorisent les dépenses de consommation

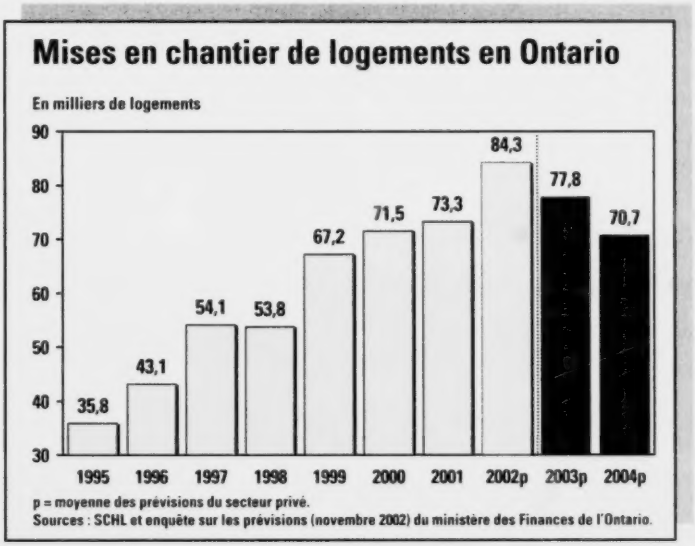
On prévoit que les dépenses de consommation demeureront le facteur le plus important d'une croissance soutenue de l'économie entre 2002 et 2004. La hausse du revenu net d'impôt et la faiblesse des taux d'intérêt stimuleront ces dépenses.



- Depuis que le gouvernement provincial a commencé à réduire les impôts au milieu de 1996, le revenu réel après impôts a augmenté de 22,3 % en Ontario, ce qui se traduit par une augmentation réelle de 12,5 % par personne. Cela a contribué à la hausse de 24,8 % des dépenses réelles de consommation au cours de la même période.
- Les faibles taux d'intérêt et la croissance importante du revenu ont contribué à réduire les coûts d'endettement des ménages. L'augmentation de la valeur des logements a aidé à atténuer l'incidence des pertes subies sur les marchés boursiers.
- Les prix compétitifs et les incitatifs de financement se sont traduits par de très bonnes ventes d'automobiles. Le dynamisme du marché du logement a entraîné une croissance importante des dépenses liées au logement. Jusqu'à maintenant cette année, les ventes au détail ont augmenté de 5,7 % en Ontario, grâce à une hausse de 9,1 % des ventes d'automobiles et de 13,3 % des ventes de meubles de maison.
- En moyenne, les conjoncturistes du secteur privé prévoient que le revenu disponible réel augmentera de 2,8 % en 2002, de 3,4 % en 2003 et de 4,0 % en 2004. Cela devrait entraîner une hausse des dépenses de consommation de 2,6 % en 2002, 3,6 % en 2003 et 3,8 % en 2004.

Perspectives prometteuses dans le secteur du logement

Le marché du logement de l'Ontario a joué un rôle clé dans la croissance de l'économie en 2002. La conjoncture est telle que le marché devrait demeurer dynamique. Grâce à la faiblesse des taux d'intérêt et à la hausse du revenu net d'impôt, le logement est demeuré abordable pour la population croissante de la province. Ces facteurs continueront d'encourager l'achat et la construction de logements.

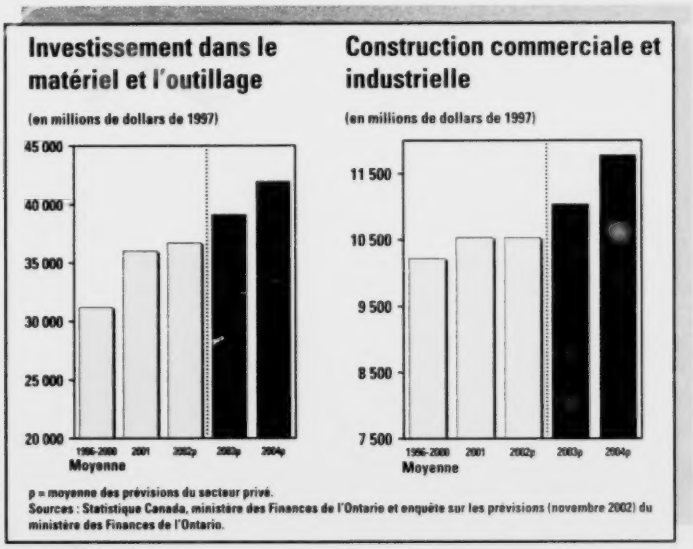


Les économistes du secteur privé prévoient que les mises en chantier de logements atteindront 84 300 unités cette année, une augmentation de 15,0 % par rapport à 2001. On s'attend à ce que les mises en chantier diminuent légèrement pour atteindre le niveau toujours considérable de 77 800 unités en 2003 et de 70 700 unités en 2004.

- Le logement en Ontario continue d'être abordable. En octobre 2002, le coût mensuel moyen de possession d'un logement de prix moyen était de 1 141 $, ce qui est beaucoup plus bas que le sommet de 1 489 $ enregistré en 1990. En dépit d'une hausse prévue des taux hypothécaires et des prix des logements, on s'attend à ce que l'accession à la propriété demeure abordable. Exprimé en pourcentage du revenu moyen après impôt des ménages, le coût du logement a connu une baisse marquée, passant de 35 % en 1990 à 21 % en 2002. On s'attend à ce qu'il demeure faible et s'établisse en moyenne à près de 22 % en 2003-2004.
- À la fin de novembre, les taux hypothécaires affichés sur cinq ans étaient de 6,7 %. Les conjoncturistes prévoient que les taux connaîtront une hausse modérée pour passer à 7,4 % en 2003 et à 7,8 % d'ici 2004.
- Les accédants à la propriété qui achètent un logement neuf ont pu profiter de la remise des droits de cession immobilière de l'Ontario. Depuis son instauration en 1996, la remise a aidé plus de 120 000 Ontariennes et Ontariens à acheter leur premier logement.

L'Ontario attire les investisseurs

Les avantages commerciaux qu'offre l'Ontario, notamment une main-d'oeuvre instruite et hautement qualifiée, de faibles taux d'imposition du revenu des particuliers et des sociétés, l'élimination de formalités administratives inutiles, une infrastructure moderne et l'emplacement central de la province, continuent d'attirer de nouveaux investissements. Cela améliore la compétitivité de la province sur les marchés mondiaux et crée de nouvelles occasions d'emploi pour les Ontariennes et Ontariens.



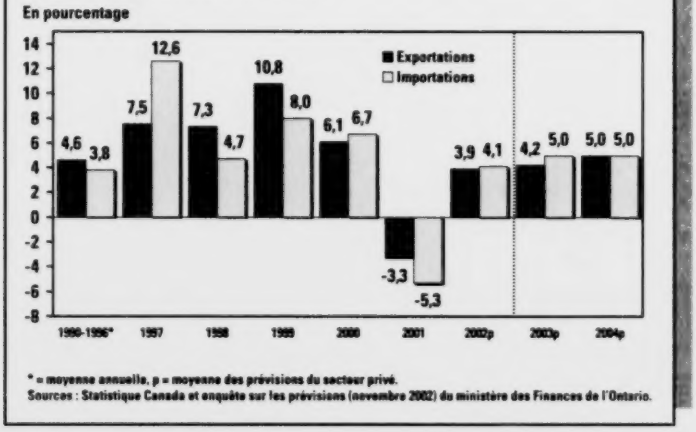
p = moyenne des prévisions du secteur privé.
Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions (novembre 2002) du ministère des Finances de l'Ontario.

- Les investissements importants par des entreprises en Ontario ne datent pas d'hier. La valeur des investissements dans le matériel et l'outillage effectués par les entreprises de la province, en termes réels, a augmenté de près de 67 % entre 1995 et 2000. Les investissements réels dans la construction commerciale et industrielle ont augmenté de plus de 41 % pendant la même période.
- Selon une enquête de KPMG menée en 2002 sur les coûts associés aux affaires, Toronto se classe au deuxième rang pour ce qui est de l'avantage du coût relatif parmi les 26 grandes villes de l'OCDE. En outre, KPMG a constaté qu'une région et deux villes de l'Ontario, à savoir la région de Waterloo et les villes d'Ottawa et de Toronto, se classent aux troisième, quatrième et cinquième rangs respectivement au chapitre de la compétitivité des coûts parmi 16 villes du nord-est de l'Amérique du Nord.
- Les bénéfices des sociétés de l'Ontario augmentent. Selon les conjoncturistes, ils devraient connaître une hausse de 4,7 % en 2002, de 4,6 % en 2003 et de 10,2 % en 2004.
- Les conjoncturistes prévoient également que les investissements dans le matériel et l'outillage augmenteront de 1,9 % en 2002 puis qu'ils feront un bond de 6,7 % en 2003 et de 7,2 % en 2004.
- Les dépenses dans la construction commerciale et industrielle devraient demeurer stables en 2002 et croître de 4,8 % en 2003 et de 6,7 % en 2004.

Reprise de la croissance des exportations

La demande intérieure vigoureuse devrait s'accompagner d'une hausse des exportations, permettant à l'Ontario de connaître une croissance économique bien équilibrée. Le secteur très compétitif des exportations ontariennes devrait afficher une croissance soutenue à mesure que l'activité économique se raffermira aux États-Unis. Ce pays est le partenaire commercial le plus important de l'Ontario, ayant reçu 93 % des exportations internationales de la province en 2001. En raison de l'intégration accrue de l'économie nord-américaine, toute hausse de la production dans l'une ou l'autre des économies se traduit par une intensification du commerce bilatéral. On prévoit que les importations de l'Ontario connaîtront une forte croissance, grâce à une hausse vigoureuse des dépenses en immobilisations et de la consommation de biens durables, dont la plupart sont importés. Les conjoncturistes du secteur privé s'attendent à ce que l'économie américaine connaisse une croissance de 2,3 % en 2002, de 2,7 % en 2003 et de 3,5 % en 2004.

Croissance réelle des exportations et des importations de l'Ontario



* = moyenne annuelle, p = moyenne des prévisions du secteur privé.
Sources : Statistique Canada et enquête sur les prévisions (novembre 2002) du ministère des Finances de l'Ontario.

Les analystes du secteur privé s'attendent à ce que les exportations réelles de l'Ontario connaissent une croissance de 3,9 % en 2002, de 4,2 % en 2003 et de 5,0 % en 2004, à mesure que la demande aux États-Unis augmentera.

Les importations réelles devraient augmenter de 4,1 % en 2002, de 5,0 % en 2003 et de 5,0 % en 2004. La demande intérieure forte, particulièrement au chapitre des dépenses de consommation et des investissements dans le matériel et l'outillage, contribuera à la croissance vigoureuse des importations.

Conclusion

L'Ontario est reconnu pour ses excellents résultats au chapitre de la croissance économique. Les économistes du secteur privé s'attendent à ce que cette croissance dynamique se poursuive. Une économie en croissance est un des éléments essentiels à une bonne qualité de vie et fournit les ressources nécessaires pour investir dans la santé, l'éducation et un environnement propre et sain.

Le tableau ci-dessous fait état de la moyenne des prévisions actuelles de croissance de l'Ontario d'ici 2004 établies par le secteur privé.

Perspectives de l'économie ontarienne

(Variation annuelle moyenne exprimée en pourcentage)

	Chiffres réels	Moyenne du secteur privé		
	2001	2002p	2003p	2004p
Produit intérieur brut				
Réel	**1,5**	3,5	3,5	3,9
Nominal	**2,4**	4,7	5,4	5,8
Autres indicateurs économiques				
Ventes au détail	**2,6**	5,5	5,2	4,6
Mises en chantier - Nombre d'unités (en milliers)	**73,3**	84,3	77,8	70,7
Revenu des particuliers	**3,8**	3,5	5,4	5,4
Bénéfices des sociétés nets d'impôts	**(15,6)**	4,7	4,6	10,2
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	**3,1**	2,1	2,4	1,9
Marché du travail				
Taux de chômage (%)	**6,3**	7,1	6,7	6,4

p = projection du secteur privé.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du secteur privé (novembre 2002) du ministère des Finances.

Pour plus de précisions sur l'économie de l'Ontario, se reporter aux tableaux des données économiques figurant à la fin du présent document.

C : Plan financier de l'Ontario

Plan financier de l'Ontario

La province est en voie d'équilibrer son budget en 2002-2003, tel qu'indiqué dans *Finances de l'Ontario* du deuxième trimestre. Il s'agira du quatrième budget équilibré de suite. Ce sera aussi la huitième année consécutive où la province aura respecté, voire surpassé, son objectif en matière de déficit et de réduction de la dette.

Comme cela est indiqué dans les *Comptes publics* de 2001-2002, qui ont été publiés récemment, la province a affiché un excédent de 375 millions de dollars pour 2001-2002. Grâce à l'excédent enregistré pour chacun des trois derniers exercices, la dette provinciale nette a été réduite de 4,5 milliards de dollars avant la mise en oeuvre de modifications comptables et le redressement provisoire effectué en raison de l'erreur que l'Agence des douanes et du revenu du Canada a commise concernant le montant remis au montant de l'impôt sur le revenu des particuliers, ce qui représente plus de 90 % de l'objectif de réduction de la dette de 5 milliards de dollars fixé par le gouvernement dans le budget de l'Ontario de 2000.

On trouvera dans la présente section :

- une mise à jour des perspectives financières de la province pour 2002-2003 en fonction des résultats du deuxième trimestre, qui s'est terminé le 30 septembre;
- un rapport sur les récents résultats financiers de l'Ontario;
- un examen des emprunts et de la gestion de la dette de l'Ontario.

Perspectives financières de 2002-2003 : Mise à jour du deuxième trimestre

EN VOIE D'AFFICHER UN QUATRIÈME BUDGET ÉQUILIBRÉ CONSÉCUTIF

On prévoit qu'en 2003-2003, le budget de l'Ontario sera équilibré pour une quatrième année consécutive. Cela ne s'est pas vu depuis près de 100 ans. Tel qu'indiqué dans *Finances de l'Ontario* du deuxième trimestre, on prévoit un budget équilibré en 2002-2003 conformément au plan budgétaire de 2002.

Résultats financiers de l'exercice 2002-2003
(en millions de dollars)

	Plan budgétaire	Perspectives actuelles*	Modifications en cours d'exercice
Recettes	66 544	66 611	67
Dépenses			
Programmes	54 384	54 494	110
Dépenses en immobilisations brutes	2 713	2 715	2
Moins : Investissement net dans les immobilisations**	634	634	--
Intérêt sur la dette publique			
Province	8 550	8 505	(45)
Secteur de l'électricité	520	520	--
Total des dépenses	65 533	65 600	67
Moins : Réserve	1 000	1 000	--
Plus : Diminution/(Augmentation) de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité à recouvrer des consommateurs***	(11)	(11)	--
Excédent/(Déficit)	**0**	**0**	--

* Résultats du deuxième trimestre au 30 septembre 2002.

** À compter de 2002-2003, les biens corporels importants appartenant à la province (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les autres biens corporels continueront à être comptabilisés à titre de dépenses au cours de l'année d'acquisition.

*** Montant excédentaire estimatif des recettes par rapport aux dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- Le plan budgétaire de l'Ontario de 2002-2003 comprenait une réserve de 1 milliard de dollars visant à protéger le budget équilibré contre des changements imprévus et défavorables dans les perspectives économiques et financières. Si elle n'est pas utilisée, la réserve pourra être affectée à la réduction de la dette à la fin de l'exercice.
- Étant donné l'incertitude qui continue d'entourer les perspectives économiques et financières et conformément à une planification financière prudente, la réserve a été maintenue au deuxième trimestre afin de protéger le budget équilibré.

ÉVOLUTION DES RECETTES EN COURS D'EXERCICE

Pour 2002-2003, les recettes prévues sont de 66 611 millions de dollars, soit 67 millions de dollars de plus que le montant prévu dans le plan budgétaire et 65 millions de dollars de plus que le montant indiqué dans *Finances de l'Ontario* du premier trimestre.

Évolution des recettes pour 2002-2003 depuis le budget (en millions de dollars)		
Modification au cours du trimestre :		
Recettes fiscales		
Taxe sur le tabac	(100)	
Droits de cession immobilière	40	
Taxe sur l'essence	35	
Taxe sur les carburants	10	
Total des recettes fiscales		(15)
Gouvernement du Canada		55
Autres recettes		25
Modifications nettes indiquées dans *Finances de l'Ontario* du premier trimestre		**2**
Total des modifications aux recettes depuis le budget		**67**

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- Les recettes prévues provenant de la taxe sur le tabac ont diminué de 100 millions de dollars en raison d'une baisse plus importante que prévu de la consommation de cigarettes.
- Les recettes prévues tirées des droits de cession immobilière ont augmenté de 40 millions de dollars en raison de la vigueur du marché du logement de l'Ontario.
- Les recettes prévues de la taxe sur l'essence et de la taxe sur les carburants se sont accrues respectivement de 35 millions de dollars et de 10 millions de dollars en raison de la croissance accélérée de l'économie.
- Les autres paiements fédéraux ont augmenté de 55 millions de dollars. Ce montant comprend une contribution fédérale de 31 millions de dollars au titre des paiements provinciaux versés aux agriculteurs ontariens au cours des années antérieures et 24 millions de dollars à l'appui des initiatives provinciales touchant les soins de santé primaires.
- Les recettes de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité se sont accrues de 21 millions de dollars en raison de la comptabilisation de recettes liées aux services accessoires et à l'aide pour les tarifs en régions rurales et éloignées, conformément au traitement des *Comptes publics* de 2001-2002. Ces recettes n'étaient pas incluses dans les prévisions budgétaires et compensent une hausse des dépenses connexes.
- Les recettes tirées du Fonds de la justice pour les victimes ont fait augmenter les recettes diverses de 4 millions de dollars, qui appuient les nouvelles initiatives réalisées dans le cadre de l'intervention interministérielle provisoire sur la violence conjugale en réponse à l'Enquête sur l'affaire Hadley.

ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT EN COURS D'EXERCICE

Pour 2002-2003, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 63 519 millions de dollars, soit 65 millions de dollars de plus que le montant prévu dans le plan budgétaire et 63 millions de dollars de plus que celui indiqué dans *Finances de l'Ontario* du premier trimestre. Cet écart est principalement attribuable à l'aide accrue accordée aux agriculteurs et aux coûts supplémentaires de lutte contre les incendies de forêt. La hausse des dépenses a été partiellement compensée par les taux d'intérêt moindres du remboursement de la dette publique.

Sommaire de l'évolution des dépenses de fonctionnement de 2002-2003 depuis le budget (en millions de dollars)		
Modifications au cours du trimestre :		
Fonds de transition pour les agriculteurs	73	
Moins : Compensation partielle du Fonds de prévoyance	(20)	
Modification nette		53
Coûts de la lutte contre les incendies de forêt		24
Dépenses accessoires de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité		21
Hausse du tarif de l'aide juridique		4
Secours aux particuliers et organismes touchés par les inondations dans le Nord-Ouest de l'Ontario		4
Enquête sur l'affaire Hadley - intervention interministérielle provisoire en matière de violence conjugale		2
Intérêt sur la dette publique - économies réalisées		(45)
Modifications nettes indiquées dans *Finances de l'Ontario* du premier trimestre		**2**
Modifications totales des dépenses de fonctionnement en cours d'exercice		**65**

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- Augmentation des dépenses de 73 millions de dollars pour financer la part de l'Ontario d'un programme fédéral-provincial de transition s'adressant aux agriculteurs, montant en partie compensé par la somme de 20 millions de dollars provenant du Fonds de prévoyance.
- Augmentation de 24 millions de dollars des coûts de lutte contre les incendies de forêt cet été.

- Montant supplémentaire de 21 millions de dollars, conformément au traitement des *Comptes publics* de 2001-2002, pour tenir compte des dépenses de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité liées aux services accessoires et à l'aide pour les tarifs en régions rurales et éloignées, qui n'étaient pas incluses dans le budget de 2002, montant entièrement compensé par les recettes générées.
- Montant supplémentaire de 4 millions de dollars pour financer une augmentation des tarifs d'aide juridique.
- Montant supplémentaire de 4 millions de dollars pour aider les résidents, les petites entreprises, les agriculteurs, les municipalités et les organismes municipaux touchés par les graves inondations survenues dans le Nord-Ouest de l'Ontario plus tôt cette année.
- Montant supplémentaire de 2 millions de dollars, compensé à même le Fonds de la justice pour les victimes, pour des subventions d'amélioration des services communautaires, des projets pilotes de dépôt de caution en cas de violence conjugale, des programmes de sensibilisation publique et des conférences régionales dans le cadre de l'intervention interministérielle provisoire en réponse à l'Enquête sur l'affaire Hadley.
- L'intérêt sur la dette publique est de 45 millions de dollars inférieur au montant indiqué dans le plan budgétaire de 2002 en raison de la baisse des taux d'intérêt et d'une gestion efficiente de la dette.

ÉVOLUTION DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS EN COURS D'EXERCICE

Les dépenses en immobilisations nettes s'élèvent à 2 081 millions de dollars, soit une augmentation nette de 2 millions de dollars par rapport au plan budgétaire et au montant indiqué dans *Finances de l'Ontario* du premier trimestre.

Sommaire de l'évolution des dépenses en immobilisations de 2002-2003 depuis le budget (en millions de dollars)		
Modifications au cours du trimestre :		
Enquête sur l'affaire Hadley - intervention interministérielle provisoire en matière de violence conjugale	7	
Moins : Compensation partielle du Fonds de prévoyance pour les immobilisations	(5)	
Modification nette		2
Modifications totales des dépenses en immobilisations en cours d'exercice		**2**

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

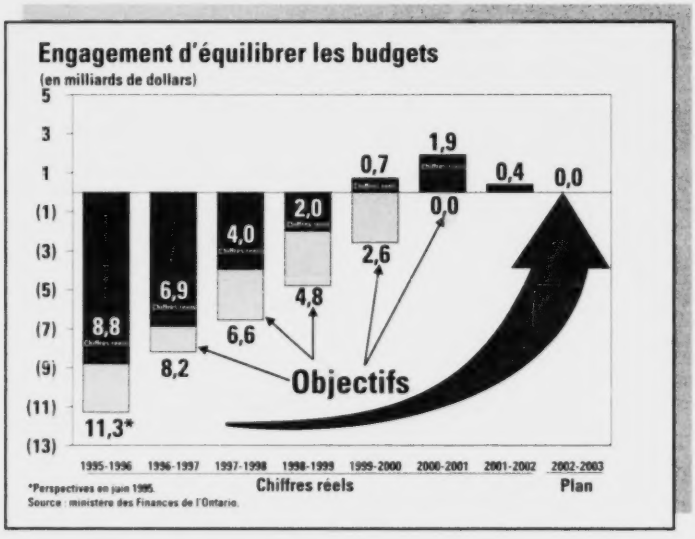
- Les dépenses en immobilisations dans le cadre de l'intervention interministérielle provisoire en matière de violence conjugale en réponse à l'Enquête du coroner sur l'affaire Hadley comprennent un montant de 5 millions de dollars pour améliorer la sécurité et l'accessibilité des refuges pour femmes battues ainsi qu'une somme de 2 millions de dollars pour l'expansion du programme des tribunaux pour l'instruction des causes de violence conjugale. Ces dépenses sont compensées par un montant de 5 millions de dollars tiré du Fonds de prévoyance pour les immobilisations et des recettes de 2 millions de dollars provenant du Fonds de la justice pour les victimes.

Résultats financiers de l'Ontario

QUATRE BUDGETS ÉQUILIBRÉS CONSÉCUTIFS

En novembre 1995, le gouvernement lançait son plan visant à réduire le déficit chaque année pour équilibrer le budget en 2000-2001. Les objectifs de réduction du déficit dont il était assorti ont été dépassés chaque année, si bien que le budget était équilibré en 1999-2000, un an plus tôt que prévu.

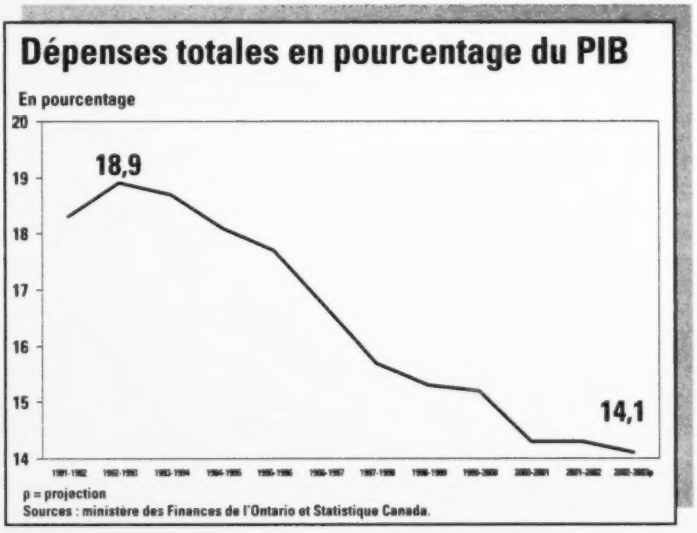
En 2002-2003, pour la quatrième année consécutive, le gouvernement aura un budget équilibré. Les résultats des dernières années, combinés à la *Loi de 1999 sur l'équilibre budgétaire*, démontrent l'engagement du gouvernement à équilibrer son budget de façon continue.



- Selon les perspectives du deuxième trimestre au 30 septembre, l'Ontario devrait déposer un budget équilibré, conformément au plan budgétaire de 2002.
- Les *Comptes publics* de 2001-2002, qui ont été publiés récemment, indiquent un excédent de 375 millions de dollars pour 2001-2002.

DÉPENSES TOTALES PAR RAPPORT À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Grâce à l'engagement du gouvernement de contrôler les dépenses, la province a pu réduire le pourcentage de ses dépenses par rapport au produit intérieur brut (PIB) de la province tout en investissant dans des secteurs importants comme la santé et l'éducation.



- En 2002-2003, les dépenses totales devraient représenter 14,1 % de l'activité économique, soit une baisse par rapport au sommet de 18,9 % atteint en 1992-1993.
- À 14,1 %, les dépenses totales en tant que pourcentage du produit intérieur brut de la province sont à leur plus bas niveau depuis le début des années 1980.

DIMINUTION DE LA DETTE PROVINCIALE NETTE EN POURCENTAGE DU PIB

Au début des années 1990, après avoir affiché des déficits de plus de 10 milliards de dollars pendant quatre années consécutives, l'Ontario a vu sa dette grimper considérablement. La dette provinciale nette en pourcentage du PIB a plus que doublé, passant de 12,7 % en 1989-1990 à 32,2 % en 1996-1997.

- Grâce à la forte croissance économique, à une saine gestion financière et à trois excédents budgétaires consécutifs, la dette provinciale nette devrait être ramenée à 23,7 % du PIB en 2002-2003, avant le redressement provisoire effectué en raison de l'erreur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada et la mise en oeuvre de modifications comptables.

Emprunts et gestion de la dette

CONJONCTURE DES MARCHÉS

- Depuis le début de l'exercice, la Réserve fédérale américaine a abaissé de 50 points de base les taux des fonds fédéraux, qui en sont à leur plus bas en plus de 40 ans, afin de soutenir la croissance économique aux États-Unis. La possibilité d'une guerre au Moyen-Orient et les risques de conséquences négatives sur l'économie suscitent des inquiétudes.
- La Banque du Canada a haussé les taux d'intérêt à trois reprises au cours du présent exercice, espérant ainsi minimiser les effets de la stimulation monétaire sur l'économie. L'économie canadienne est demeurée plus vigoureuse que prévu et l'inflation de base est restée plus élevée que ce qu'avait prévu la Banque du Canada.
- Le rendement des obligations nord-américaines a diminué considérablement au cours de l'exercice. Parallèlement, l'écart entre le rendement des obligations canadiennes et américaines de dix ans s'est beaucoup accentué et est semblable à ce qu'il était en 1996. Cette situation est attribuable, d'une part, au fait que les obligations du Trésor américain sont considérées comme un refuge par les investisseurs et que l'économie canadienne a été plus vigoureuse que celle des États-Unis et, d'autre part, aux différences entre les politiques monétaires des deux pays.

PROGRAMME D'EMPRUNT

- Les besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics étaient de 343 millions de dollars supérieurs à ceux prévus dans le plan budgétaire de 2002-2003. Cette augmentation s'explique surtout par une réduction de 330 millions de dollars du refinancement de la dette auprès du Régime de pensions du Canada (RPC) parce que les emprunts auprès de ce régime ne sont pas aussi avantageux que ceux d'autres sources.
- Au 25 novembre 2002, l'Office ontarien de financement (OOF) avait mobilisé 9,6 milliards de dollars de l'emprunt à long terme sur les marchés publics que le gouvernement provincial avait prévu en 2002-2003 et qui s'élevait à 13,1 milliards de dollars. La province a réussi à accéder à un large éventail de sources de financement, notamment les Obligations d'épargne de l'Ontario, cinq émissions de titres consortiaux sur le marché intérieur, une vingtaine de billets à moyen terme en bonne et due forme sur le marché intérieur, cinq émissions d'obligations eurocanadiennes et cinq émissions en dollars américains sur le marché mondial.
- Les investisseurs internationaux s'intéressent à ces émissions de l'Ontario en raison de la très bonne cote de solvabilité de la province et de la perception d'une croissance économique soutenue au Canada et en Ontario. Le gouvernement provincial continuera à surveiller les marchés financiers internationaux pour déceler les possibilités avantageuses d'emprunt.
- La huitième campagne annuelle de vente des Obligations d'épargne de l'Ontario en juin a rapporté à la province 2,6 milliards de dollars.

Programme de financement*
(en millions de dollars)

	Plan budgétaire 2002-2003	Perspectives actuelles 2002-2003
Excédent/(Déficit)	-	-
Redressements pour :		
les éléments sans effet sur la trésorerie compris dans l'excédent	(2 875)	(2 875)
l'amortissement des biens corporels**	733	733
Acquisitions de biens corporels**	(1 367)	(1 367)
Dette arrivant à échéance	(11 725)	(11 738)
Rachats anticipés de titres de créance	(1 200)	(1 200)
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	688	358
Diminution/(Augmentation) des espèces et des quasi-espèces	3 000	3 000
Augmentation/(Diminution) des emprunts à court terme	-	-
Autres sources/(Destinations) des espèces***	-	-
Emprunts à long terme sur les marchés publics	12 746	13 089
contractés		**9 629**
restants		**3 460**

* Résultats du deuxième trimestre au 30 septembre 2002. Emprunts à long terme sur les marchés publics contractés au 25 novembre 2002.

** À compter de 2002-2003, les biens corporels importants appartenant à la province (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les autres biens corporels continueront à être comptabilisés à titre de dépenses au cours de l'année d'acquisition.

*** Englobent le remboursement net par les organismes ou les prêts aux organismes et l'augmentation ou la diminution des dépôts auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario.

■ Outre les emprunts et les rachats indiqués dans le tableau précédent, le gouvernement provincial a racheté des créances de 517 millions de dollars en contractant une dette d'un montant semblable à des taux plus avantageux.

GESTION DE LA DETTE

- L'OOF suit des politiques de gestion prudente des risques en ayant recours à des instruments financiers tels que des options et des échanges pour protéger la province contre les risques de change et de taux d'intérêt. Ce faisant, il minimise les risques courus dans un marché caractérisé par l'incertitude.
- L'exposition de la province aux risques non couverts liés aux devises étrangères est limitée à 5 % de la dette. Au 30 septembre, l'exposition de la province aux fluctuations des devises étrangères était de 1,6 % de la dette.
- Toujours au 30 septembre, le taux d'exposition aux changements des taux d'intérêt était de 12,2 % de la dette non remboursée. L'exposition aux changements des taux d'intérêt représente le total de l'exposition au taux d'intérêt flottant net (c.-à-d. l'exposition brute au taux d'intérêt flottant moins les réserves de liquidité) et de toute la dette à taux fixe arrivant à échéance au cours des 12 prochains mois. Les risques associés aux changements des taux d'intérêt de la province sont limités à 25 % de la dette.
- De nombreux titres de créance de la province arriveront à échéance au cours des prochaines années. Au 30 septembre, le montant restant de la dette arrivant à échéance pour la province et la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est de 7,3 milliards de dollars en 2002-2003. Il totalisera 13,5 milliards de dollars en 2003-2004.
- Dans le cadre de la gestion de ces échéances, l'OOF continuera d'adopter une démarche souple pour le financement et surveillera constamment le marché intérieur et les marchés internationaux des obligations afin de déceler les possibilités d'emprunt les plus avantageuses.
- En outre, l'OOF poursuivra ses efforts en vue d'équilibrer son profil d'échéances et de tirer profit des possibilités avantageuses de répartir les échéances selon les années où le nombre de titres de créance arrivant à échéance est le moins élevé.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

La SFIEO est l'organisme de la province responsable d'assurer le service et la gestion de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro et de prendre en charge ses instruments dérivés et certains autres éléments de passif. La dette de la SFIEO est garantie par la province. Comme la SFIEO n'a pas de cote de solvabilité établie, la province emprunte en son nom. En retour, la SFIEO remet un titre de créance à la province.

- Pour 2002-2003, la dette de la SFIEO arrivant à échéance s'élève à 2,7 milliards de dollars.
- Le 25 novembre 2002, le gouvernement a déposé la *Loi de 2002 sur l'établissement du prix de l'électricité, la conservation de l'électricité et l'approvisionnement en électricité* qui protégera les consommateurs en abaissant le tarif d'électricité pour le ramener à 4,3 ¢ le kilowatt/heure, et en le maintenant à ce niveau, pour les familles, les petites entreprises et les agriculteurs. S'il est adopté par l'Assemblée législative, le projet de loi prévoira le remboursement de la différence entre le tarif que ces consommateurs ont payé depuis mai et ce qu'ils auraient payé si le tarif d'électricité avait été de 4,3 ¢ le kilowatt/heure. En outre, aux termes de la loi, le prix que les consommateurs paient pour le transport de l'électricité sera gelé au niveau actuel et tous les autres frais figurant dans la facture d'électricité des consommateurs feront l'objet d'un examen.
- La SFIEO jouerait un rôle de soutien relativement au plan du gouvernement en assurant que les consommateurs paieraient le tarif de 4,3 ¢ le kilowatt/heure.

OBLIGATIONS DE FINANCEMENT DE PROJETS ET OFFICE ONTARIEN DE FINANCEMENT DE L'INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE DES MUNICIPALITÉS

- Le gouvernement de l'Ontario a annoncé la mise en oeuvre de deux initiatives visant à fournir aux municipalités un soutien pour l'investissement dans des projets d'infrastructure prioritaires locaux : les obligations de financement de projets et l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités (OOFIEM).

- Le gouvernement a comme objectif de subventionner 50 % des frais d'intérêt liés aux fonds empruntés par les municipalités par l'entremise de l'OOFIEM. Pour démontrer son engagement et faire en sorte que l'OOFIEM puisse commencer à financer des projets immédiatement, il effectuera une injection de capitaux de 1 milliard de dollars. L'Agence ontarienne des eaux fournirait 120 millions de dollars de plus pour des projets liés aux eaux et aux eaux usées.

- Les obligations de financement de projets sont des obligations exemptes d'impôt qu'émettrait l'OOFIEM pour mobiliser des fonds aux fins de l'infrastructure municipale. Les intérêts seraient exonérés d'impôt pour les investisseurs qui achètent les obligations, ce qui devrait inciter les investisseurs à accepter un taux d'intérêt plus bas que celui se rattachant aux obligations imposables. De son côté, l'OOFIEM offrirait aux municipalités des prêts à plus faible taux d'intérêt, leur permettant de réduire leurs frais de financement et d'investir davantage dans l'infrastructure sans hausser les impôts locaux.

- En créant l'OOFIEM, le gouvernement s'assurerait que toutes les municipalités, même celles qui n'ont pas facilement accès aux marchés financiers, profitent des avantages des obligations de financement, et notamment de taux d'intérêt plus bas et de coûts de transaction réduits.

- Moody's Investors Services a récemment fait passer la cote de solvabilité de la ville de Toronto de Aa2 à Aa1, tandis que North Bay a vu la sienne augmenter de deux niveaux, passant de Baa1 à A2. Cette agence a souligné que la création de l'OOFIEM est l'une des raisons ayant motivé l'amélioration de ces cotes.

- Les obligations de financement de projets et l'OOFIEM se grefferaient aux programmes provinciaux existants offerts par l'entremise de la Société ontarienne SuperCroissance et la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario.

- Le gouvernement a entrepris de vastes consultations avec les municipalités, des représentants du secteur privé et d'autres intervenants au sujet de la conception et de la mise en oeuvre du programme des obligations de financement de projets de façon qu'il réponde aux besoins des municipalités en matière de financement de l'infrastructure.

Conclusion

Comme il en est question dans *Finances de l'Ontario* du deuxième trimestre, la province est en voie d'afficher un budget équilibré, en 2002-2003, pour la quatrième année consécutive, une première depuis près de 100 ans.

Le gouvernement est également résolu à équilibrer son budget de façon continue et à faire en sorte que les contribuables en aient pour leur argent. Ses politiques financières et économiques ont permis de remettre l'Ontario en meilleure posture financière et de jeter de solides assises, propices à la croissance économique à moyen et à long terme.

LISTE DES TABLEAUX ET DES DIAGRAMMES FINANCIERS

Tableaux financiers

	Numéro
État des opérations financières	C1
Recettes	C2
Dépenses de fonctionnement	C3
Dépenses en immobilisations brutes	C4
État de l'investissement net dans les immobilisations	C5
Transferts aux fins d'immobilisations (compris dans les dépenses en immobilisations brutes)	C6
Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices	C7

Diagrammes

Le dollar budgétaire : recettes en 2002-2003

Le dollar budgétaire : dépenses totales en 2002-2003

Le dollar budgétaire : dépenses des programmes en 2002-2003

Sources de recettes par catégorie : pourcentage du total de 1998-1999 à 2002-2003

Dépenses de fonctionnement par catégorie : pourcentage du total de 1998-1999 à 2002-2003

Dépenses des programmes par catégorie : pourcentage du total de 1998-1999 à 2002-2003

Dépenses en immobilisations brutes par catégorie : pourcentage du total de 1998-1999 à 2002-2003

Dépenses de fonctionnement par catégorie en 2002-2003

Dépenses en immobilisations brutes par catégorie en 2002-2003

État des opérations financières
(en millions de dollars) **Tableau C1**

	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Chiffres réels 2000-2001	Chiffres réels 2001-2002	Persp.* 2002-2003
Recettes	55 786	62 931	63 824	63 886	66 611
Dépenses					
Programmes	46 557	47 525	50 401	52 523	54 494
Dépenses en immobilisations brutes	2 215	4 887	2 123	1 890	2 715
Moins : Investissement net dans les immobilisations**	-	-	-	-	634
Intérêt sur la dette publique					
Province	9 016	8 977	8 896	8 509	8 505
Secteur de l'électricité	-	520	520	520	520
Total des dépenses	57 788	61 909	61 940	63 442	65 600
Moins : Réserve	-	-	-	-	1 000
Plus : Diminution/(Augmentation) de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité à recouvrer des consommateurs***	-	(354)	18	(69)	(11)
Excédent/(Déficit) après le redressement provisoire effectué en raison de l'erreur de l'ADRC et les modific. comptables†	**(2 002)**	**668**	**1 902**	**375**	**0**
Dette provinciale nette après le redressement provisoire effectué en raison de l'erreur de l'ADRC et la mise en oeuvre de modifications comptables‡	114 737	113 715	112 480	112 036	112 025
Modifications comptables (incluses dans la dette provinciale nette ci-dessus)					
Redressement provisoire effectué en raison de l'erreur de l'ADRC			(2 043)		
Prestations de retraite			197		
Impact net des modifications comptables			(1 846)	(1 846)	(1 846)
Dette provinciale nette avant le redressement provis. effectué en raison de l'erreur de l'ADRC et les modific. comptables	**114 737**	**113 715**	**110 634**	**110 190**	**110 179**

* Perspectives du deuxième trimestre au 30 septembre.

** À compter de 2002-2003, les biens corporels importants appartenant à la province (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les autres biens corporels continueront à être comptabilisés à titre de dépenses au cours de l'année d'acquisition.

*** Montant excédentaire estimatif des recettes par rapport aux dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

† Comprend le redressement provisoire effectué en raison de l'erreur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, la modification des conventions comptables applicables aux prestations de retraite conformément aux nouvelles recommandations du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public et le redressement lié à la diminution de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité à recouvrer des consommateurs.

‡ Pour 2002-2003, la dette provinciale nette comprend l'investissement net dans les immobilisations. Pour tous les autres exercices, il s'agit du total des éléments de passif moins les avoirs financiers.

Recettes
(en millions de dollars)

Tableau C2

	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Chiffres réels 2000-2001	Chiffres réels 2001-2002	Persp. 2002-2003
Recettes fiscales					
Impôt sur le revenu des particuliers	17 190	17 617	17 911	19 097	19 085
Taxe de vente au détail	11 651	12 879	13 735	13 803	14 230
Impôt sur les sociétés	7 447	8 095	9 200	6 646	6 150
Impôt-santé des employeurs	2 882	3 118	3 424	3 502	3 695
Taxe sur l'essence	2 068	2 154	2 172	2 192	2 295
Taxe sur les carburants	592	665	648	659	665
Taxe sur le tabac	447	481	504	703	1 225
Droits de cession immobilière	470	565	642	665	775
Autres recettes fiscales	330	307	333	371	225
	43 077	**45 881**	**48 569**	**47 638**	**48 345**
Gouvernement du Canada					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)	3 553	4 722	4 895	6 211	6 808
Logement social	358	466	541	524	530
Aide aux étudiantes et étudiants	64	170	40	31	64
Fiducie pour l'acquisition de matériel médical	-	-	190	190	-
Services de bien-être aux Autochtones	155	85	131	123	127
Loi sur les jeunes contrevenants	57	58	1	118	61
Expansion du bilinguisme	55	65	64	61	64
Aide à l'emploi pour les personnes handicapées	71	65	63	72	33
Infrastructure	71	19	2	-	225
Autres	131	235	202	424	333
	4 515	**5 885**	**6 129**	**7 754**	**8 245**
Recettes d'entreprises publiques					
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 764	1 924	2 181	2 255	2 300
Régie des alcools de l'Ontario	809	845	877	904	954
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	-	903	783	179	480
Autres	(26)	36	14	7	9
	2 547	**3 708**	**3 855**	**3 345**	**3 743**
Autres recettes					
Droits de permis et d'immatriculation des véhicules	890	911	929	941	963
Autres droits et permis	661	667	660	627	692
Recettes tirées des permis d'alcool	519	539	525	530	515
Redevances	289	345	235	224	237
Ventes et locations	640	2 133	637	344	2 424
Société indépendante de gestion du marché de l'électricité	-	314	344	384	181
Remaniement des services locaux - remb. des dépenses	2 109	1 678	1 407	1 116	751
Divers	539	870	534	983	515
	5 647	**7 457**	**5 271**	**5 149**	**6 278**
Total des recettes	**55 786**	**62 931**	**63 824**	**63 886**	**66 611**

Dépenses de fonctionnement
(en millions de dollars)

Tableau C3

Ministère	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Chiffres réels 2000-2001	Chiffres réels 2001-2002	Persp. 2002-2003
Agriculture et Alimentation*	309	347	401	456	645
Dépenses ponctuelles et extraordinaires	-	-	233	319	-
Procureur général	753	846	957	983	973
Commission de régie interne	117	154	116	124	117
Affaires civiques	82	95	77	71	70
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance	7 659	7 512	7 620	7 742	7 814
Services aux consommateurs et aux entreprises	136	134	155	172	171
Culture	192	214	236	279	277
Éducation	7 719	7 704	7 961	8 354	8 746
Financement graduel	-	268	-	-	-
Régime de retraite des enseignantes et enseignants	67	(363)	(402)	42	149
Énergie	22	329	344	367	140
Entreprise, Débouchés et Innovation	148	192	201	222	264
Environnement	162	174	190	265	244
Bureaux du corps exécutif	17	19	21	19	21
Finances - à ses propres fins*	998	548	842	902	802
Intérêt sur la dette publique					
Province	9 016	8 977	8 896	8 509	8 505
Secteur de l'électricité	-	520	520	520	520
Fonds de réinvestissement communautaire	678	521	561	557	582
Provision pour le secteur de l'électricité	-	383	263	-	-
Santé et Soins de longue durée	18 867	20 373	22 184	23 713	25 452
Restructuration des soins de santé	50	-	-	-	-
Principaux coûts uniques pour la santé	639	286	487	190	-
Affaires intergouvernementales	4	4	4	4	4
Travail	108	101	104	110	114
Secrétariat du Conseil de gestion	353	147	145	263	230
Prestations de retraite	(219)	(165)	(33)	63	(42)
Fonds de prévoyance	-	-	-	-	832
Indemn. de cessation d'emploi - empl. de la FPO (net)	-	88	-	(17)	-
Fonds pour circonstances particulières	180	-	-	-	
Affaires municipales et Logement*	1 611	1 665	1 792	1 135	701
Secrétariat des affaires autochtones	12	15	16	13	15
Richesses naturelles	531	460	417	438	437
Développement du Nord et Mines	54	67	69	75	77
Office des affaires francophones	3	3	4	5	3
Sûreté et Sécurité publique	1 296	1 379	1 500	1 601	1 532
Tourisme et Loisirs	94	153	124	144	131
Formation, Collèges et Universités	3 281	3 285	3 219	3 248	3 521
Transports	634	587	593	664	772
Économies en fin d'exercice	-	-	-	-	(300)
Total des dépenses de fonctionnement	**55 573**	**57 022**	**59 817**	**61 552**	**63 519**

* Affectations préliminaires et redressements historiques en attendant que la restructuration des ministères soit terminée. Les données des autres ministères tiennent compte de la nouvelle structure du gouvernement annoncée récemment.

Dépenses en immobilisations brutes
(en millions de dollars)

Tableau C4

Ministère	Chiffres réels 1998-1999	Chiffres réels 1999-2000	Chiffres réels 2000-2001	Chiffres réels 2001-2002	Persp. 2002-2003
Agriculture et Alimentation*	1	1	1	29	197
Procureur général	73	62	42	46	53
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance	27	20	14	31	32
Services aux consommateurs et aux entreprises	-	-	-	-	1
Culture	-	72	18	14	10
Éducation	229	52	4	17	10
Énergie	--	156	86	50	69
Entreprise, Débouchés et Innovation	273	500	-	19	47
Environnement	19	1	5	19	16
Fonds de protection des eaux	15	160	17	1	3
Finances - à ses propres fins*	4	7	7	11	24
Initiative SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire	-	-	4	-	102
Fonds de prévoyance	-	-	-	-	92
Santé et Soins de longue durée	187	338	182	205	342
Principaux coûts uniques pour la santé	-	1 004	140	-	-
Secrétariat du Conseil de gestion	39	13	24	28	46
Affaires municipales et Logement	62	(10)	-	12	7
Secrétariat des affaires autochtones	13	7	5	3	6
Richesses naturelles	73	96	65	70	80
Développement du Nord et Mines	205	267	356	371	393
Sûreté et Sécurité publique	30	124	99	88	92
Tourisme et Loisirs	2	159	14	9	125
Formation, Collèges et Universités	71	1 028	204	49	67
Transports	892	830	836	818	1 001
Économies en fin d'exercice	-	-	-	-	(100)
Total des dépenses en immobilisations brutes**	**2 215**	**4 887**	**2 123**	**1 890**	**2 715**
Moins : Investissement net dans les immobilisations***	-	-	-	-	634
Dépenses en immobilisations nettes	2 215	4 887	2 123	1 890	2 081

* Affectations préliminaires et redressements historiques en attendant que la restructuration des ministères soit terminée. Les données des autres ministères tiennent compte de la nouvelle structure du gouvernement annoncée récemment.

** Les dépenses en immobilisations brutes comprennent ce qui suit : i) acquisition ou construction de biens corporels importants appartenant à la province (terrains, immeubles et infrastructure de transport) et d'autres biens corporels; ii) réparation et entretien; iii) transferts aux fins d'immobilisations. Le total des dépenses en immobilisations brutes comprend les fonds de 225 millions de dollars versés par le gouvernement fédéral. Les investissements dans les immobilisations brutes, à l'exclusion des fonds versés par le gouvernement fédéral, s'élèvent à 2,5 milliards de dollars.

*** À compter de 2002-2003, les biens corporels importants appartenant à la province (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les autres biens corporels continueront à être comptabilisés à titre de dépenses au cours de l'année d'acquisition.

État de l'investissement net dans les immobilisations (en millions de dollars) **Tableau C5**

	Perspectives 2002-2003
Acquisition/Construction de biens corporels importants	1 367
Amortissement de biens corporels importants appartenant à la province	(733)
Investissement net dans les immobilisations*	**634**

* À compter de 2002-2003, les biens corporels importants appartenant à la province (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les autres biens corporels continueront à être comptabilisés à titre de dépenses au cours de l'année d'acquisition.

Transferts aux fins d'immobilisations (compris dans les dépenses en immobilisations brutes) (en millions de dollars) **Tableau C6**

Ministère	Perspectives 2002-2003
Agriculture et Alimentation*	197
Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance	32
Culture	6
Entreprise, Débouchés et Innovation	47
Environnement	6
Fonds de protection des eaux	3
Finances - à ses propres fins*	-
Initiative SuperCroissance - volet Partenariats du millénaire	102
Santé et Soins de longue durée	303
Affaires municipales et Logement*	4
Secrétariat des affaires autochtones	6
Développement du Nord et Mines	100
Tourisme et Loisirs*	117
Formation, Collèges et Universités	65
Transports	108
Total des transferts aux fins d'immobilisations	**1 096**

* Affectations préliminaires en attendant que la restructuration des ministères soit terminée.

Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices (en millions de dollars)

	1993-1994	1994-1995	1995-1996
Opérations financières			
Recettes	43 674	46 039	49 473
Dépenses			
Programmes	44 195	44 505	46 163
Dépenses en immobilisations brutes	3 552	3 831	3 635
Moins : Investissement net dans les immobilisations*	-	-	-
Intérêt sur la dette publique			
Province	7 129	7 832	8 475
Secteur de l'électricité	-	-	-
Total des dépenses	54 876	56 168	58 273
Moins : Réserve	-	-	-
Plus : Diminution/(Augmentation) de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité à recouvrer des consommateurs**	-	-	-
Excédent/(Déficit) après le redressement provisoire effectué en raison de l'erreur de l'ADRC et les modifications comptables* **	**(11 202)**	**(10 129)**	**(8 800)**
Dette provinciale nette après le redressement provisoire effectué en raison de l'erreur de l'ADRC et la mise en oeuvre de modifications comptables†	80 599	90 728	101 864
Modifications comptables (incluses dans la dette provinciale nette ci-dessus)			
Redressement provisoire effectué en raison de l'erreur de l'ADRC			
Prestations de retraite			
Répercussions nettes des modifications comptables			
Dette provinciale nette - avant le redressement provisoire effectué en raison de l'erreur de l'ADRC et les modifications comptables	**80 599**	**90 728**	**101 864**
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	293 405	311 096	329 317
Revenu des particuliers	256 091	260 671	271 397
Population en juillet (en milliers)	10 690	10 828	10 965
Dette provinciale nette par habitant (en dollars)	7 540	8 379	9 290
Revenu des particuliers par habitant (en dollars)	23 956	24 074	24 751
Total des dépenses en pourcentage du PIB	18,7	18,1	17,7
Intérêt sur la dette publique en pourcentage des recettes	16,3	17,0	17,1
Dette provinciale nette en pourcentage du PIB	27,5	29,2	30,9

* À compter de 2002-2003, les biens corporels importants appartenant à la province (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les autres biens corporels continueront à être comptabilisés à titre de dépenses au cours de l'année d'acquisition.

** Montant excédentaire estimatif des recettes par rapport aux dépenses de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). Conformément aux principes de la restructuration du secteur de l'électricité, la dette de la SFIEO doit être recouvrée des consommateurs, et non des contribuables.

*** Comprend le redressement provisoire effectué en raison de l'erreur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, la modification des conventions comptables applicables aux prestations de retraite conformément aux nouvelles recommandations du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public et le redressement lié à la diminution de la dette insurmontable découlant de la restructuration du secteur de l'électricité à recouvrer des consommateurs.

† Pour 2002-2003, la dette provinciale nette comprend l'investissement net dans les immobilisations. Pour tous les autres exercices, il s'agit du total des éléments de passif moins les avoirs financiers.

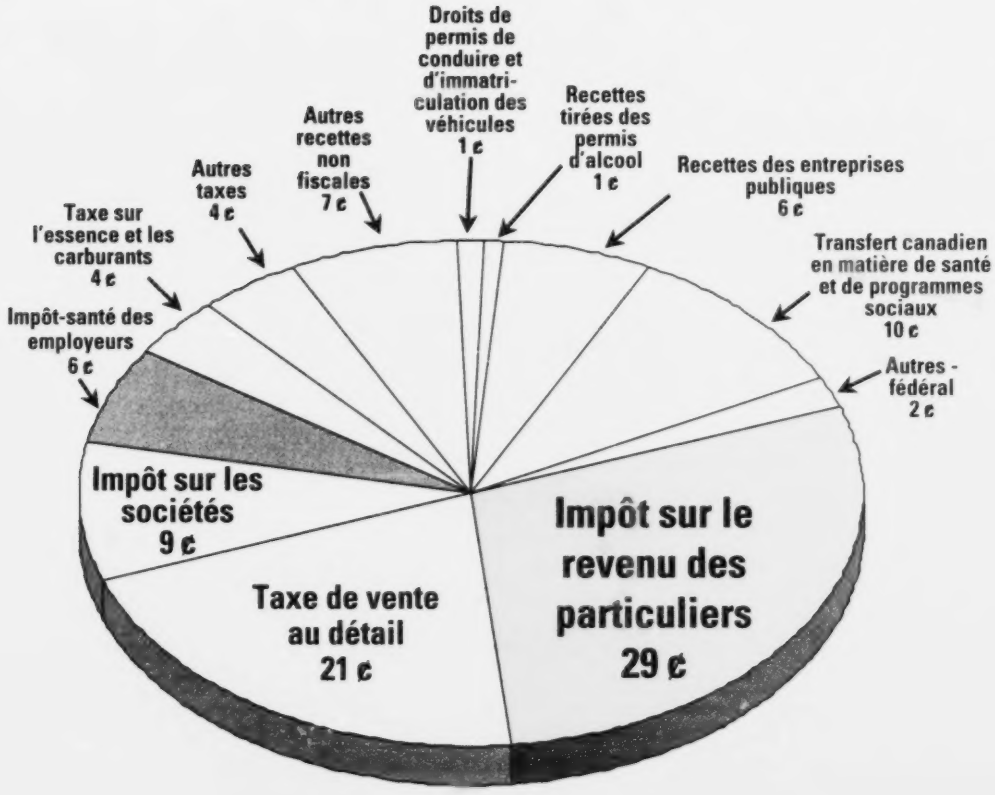
‡ Perspectives du deuxième trimestre au 30 septembre.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

Tableau C7

1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	Chiffres réels 2001-2002	Perspectives‡ 2002-2003
49 450	52 518	55 786	62 931	63 824	63 886	66 611
45 136	45 304	46 557	47 525	50 401	52 523	54 494
2 612	2 451	2 215	4 887	2 123	1 890	2 715
-	-	-	-	-	-	634
8 607	8 729	9 016	8 977	8 896	8 509	8 505
-	-	-	520	520	520	520
56 355	56 484	57 788	61 909	61 940	63 442	65 600
-	-	-	-	-	-	1 000
-	-	-	(354)	18	(69)	(11)
(6 905)	**(3 966)**	**(2 002)**	**668**	**1 902**	**375**	**0**
108 769	112 735	114 737	113 715	112 480	112 036	112 025
				(2 043)		
				197		
				(1 846)	(1 846)	(1 846)
108 769	**112 735**	**114 737**	**113 715**	**110 634**	**110 190**	**110 179**
338 173	359 353	377 897	409 099	433 446	443 852	464 713
276 303	289 537	304 652	322 549	346 738	359 927	372 524
11 101	11 249	11 387	11 528	11 698	11 895	12 068
9 798	10 022	10 076	9 864	9 615	9 419	9 283
24 890	25 739	26 754	27 980	29 641	30 259	30 869
16,7	15,7	15,3	15,1	14,3	14,3	14,1
17,4	16,6	16,2	15,1	14,8	14,1	13,5
32,2	31,4	30,4	27,8	26,0	25,2	24,1

Le dollar budgétaire : recettes en 2002-2003*



*Au 30 septembre

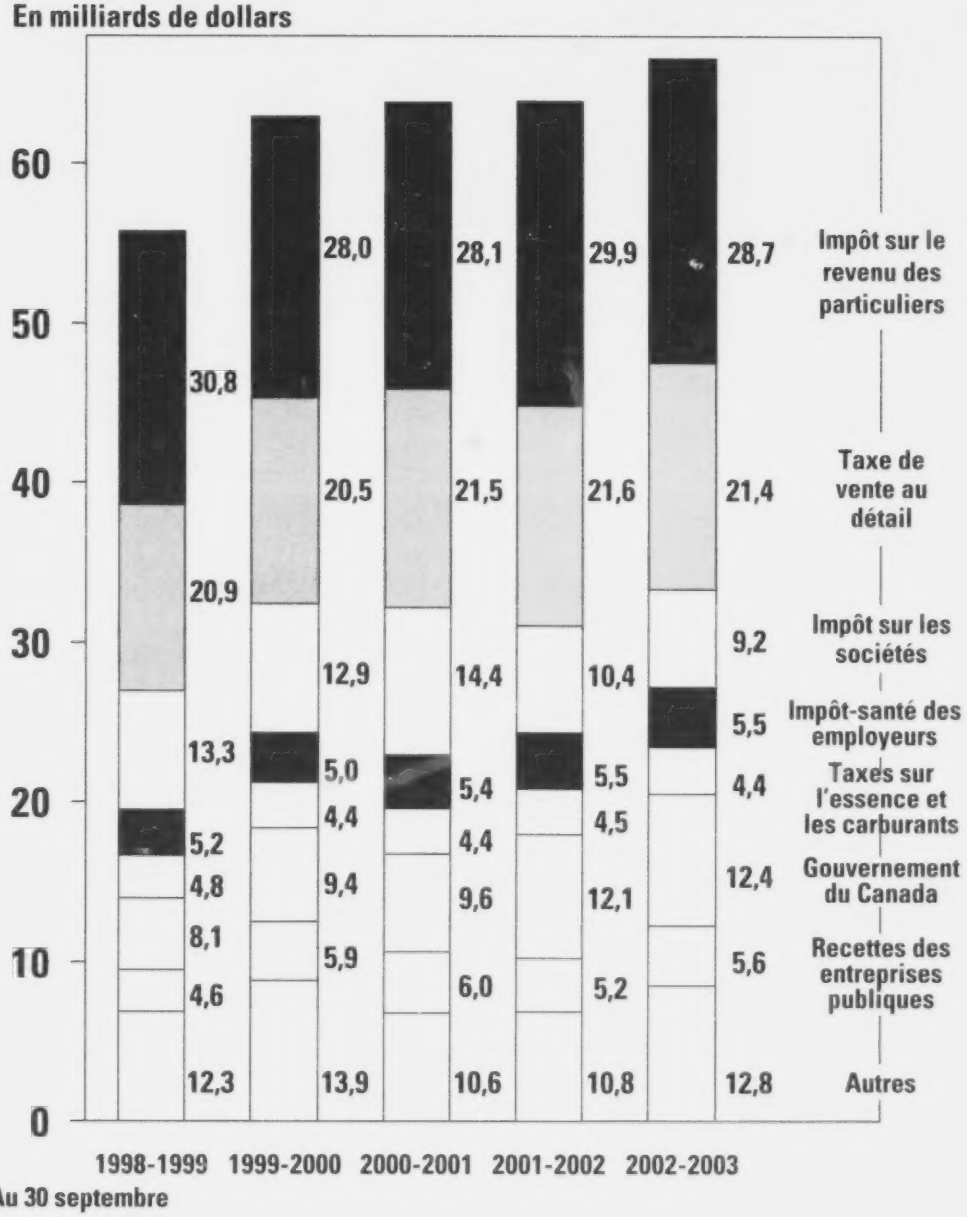
Le dollar budgétaire : dépenses totales en 2002-2003*

*Au 30 septembre

Le dollar budgétaire : dépenses des programmes en 2002-2003*

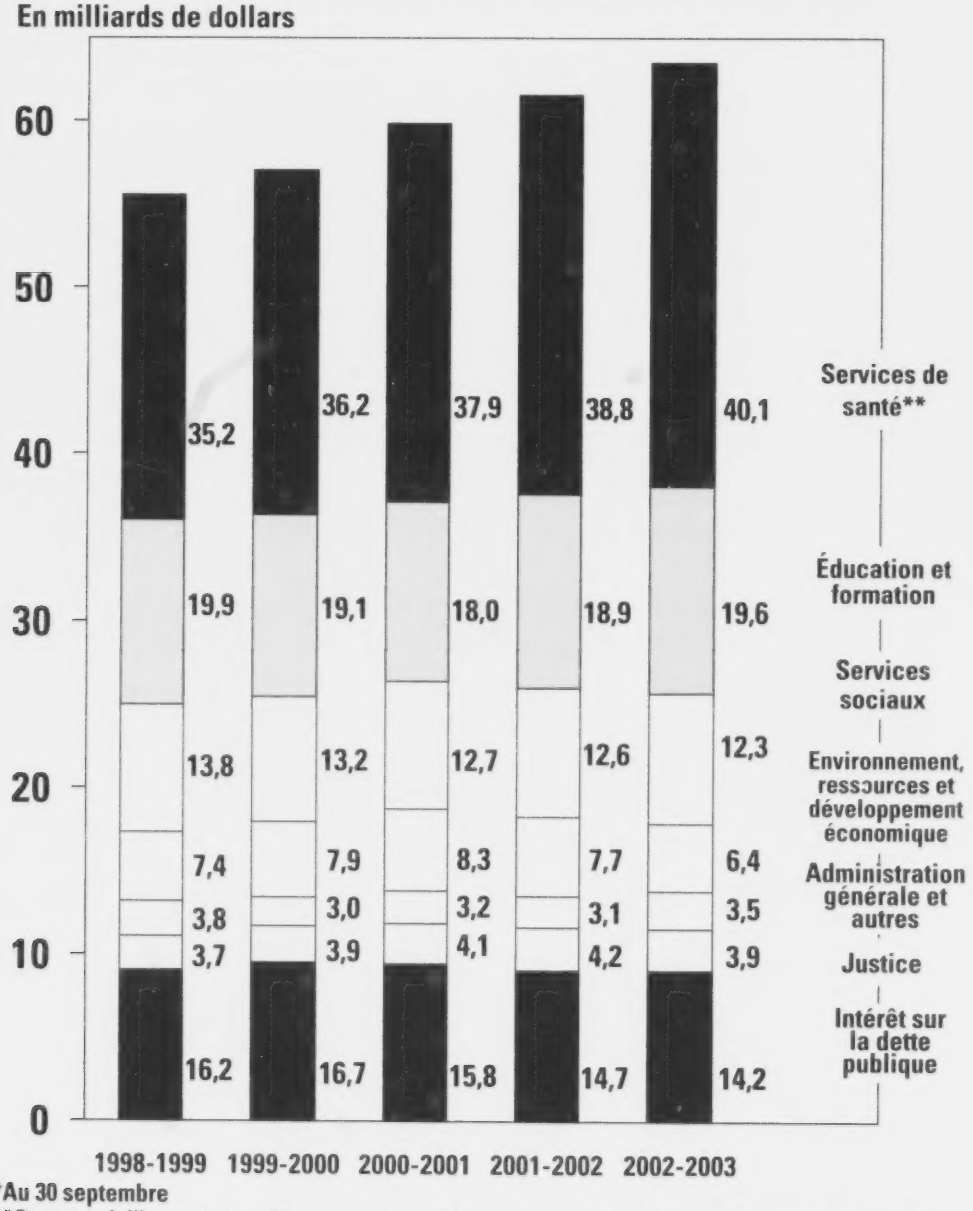
*Au 30 septembre

Sources de recettes par catégorie : pourcentage du total de 1998-1999 à 2002-2003*



*Au 30 septembre

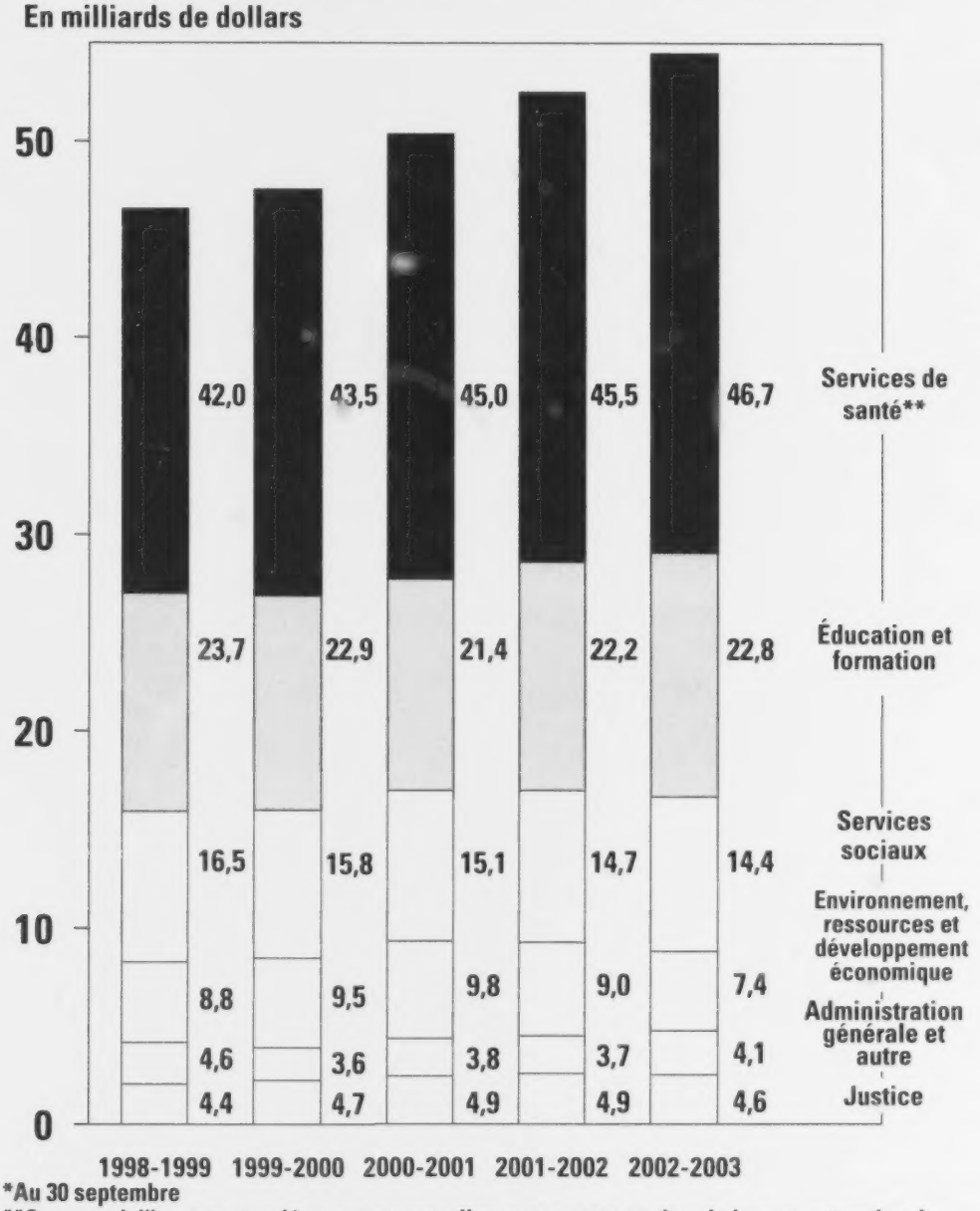
Dépenses de fonctionnement par catégorie : pourcentage du total de 1998-1999 à 2002-2003*



*Au 30 septembre

**Comprend d'importantes dépenses ponctuelles, notamment au titre de la restructuration des services de santé.

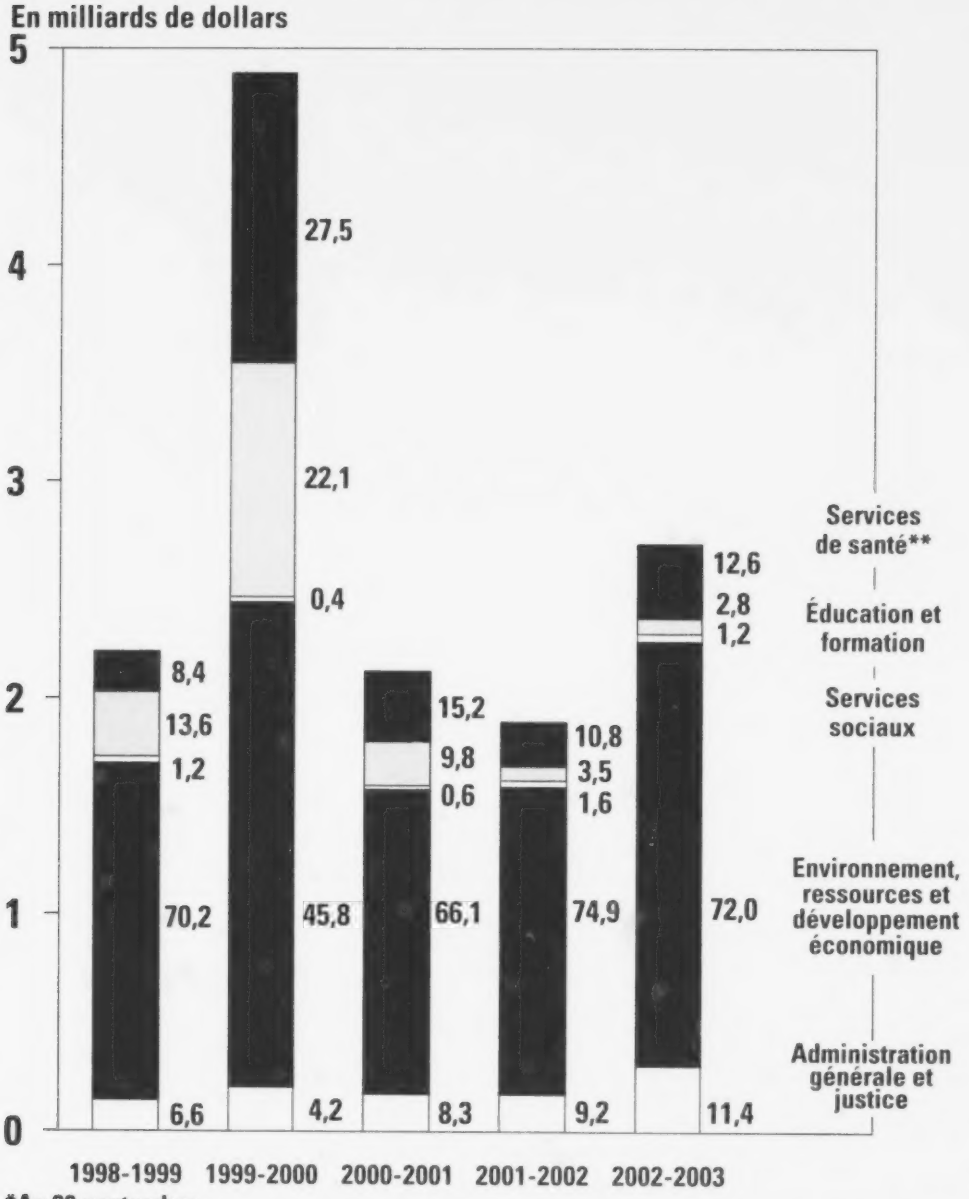
Dépenses des programmes par catégorie : pourcentage du total de 1998-1999 à 2002-2003*



*Au 30 septembre

**Comprend d'importantes dépenses ponctuelles, notamment au titre de la restructuration des services de santé.

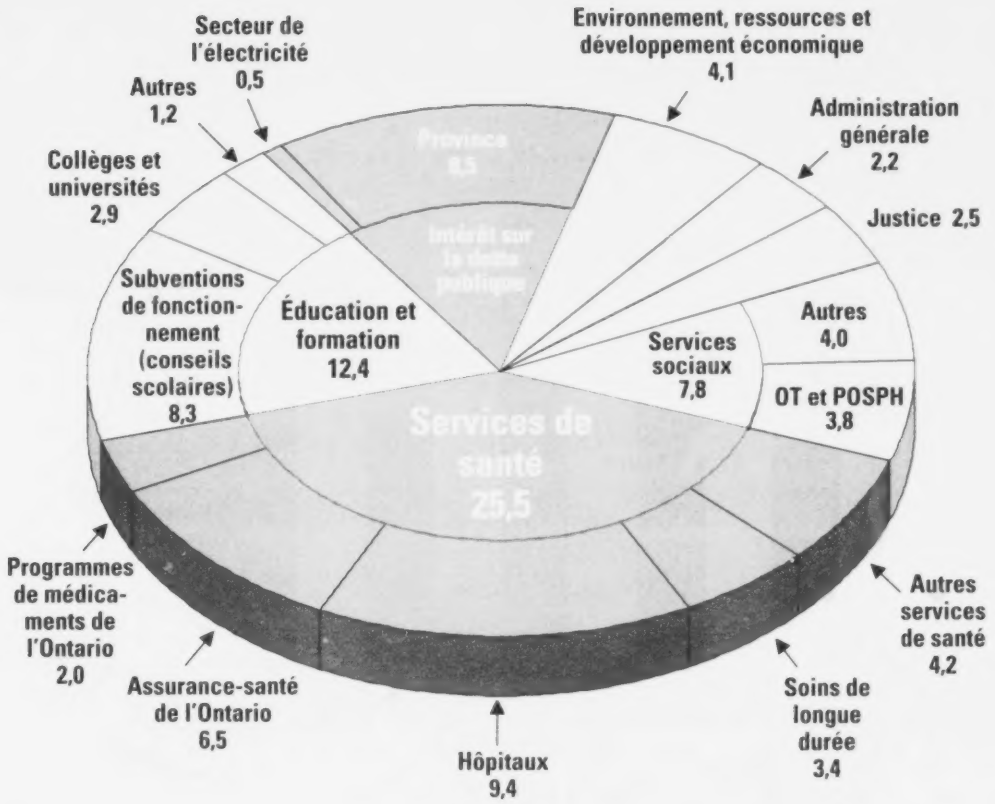
Dépenses en immobilisations brutes par catégorie : pourcentage du total de 1998-1999 à 2002-2003*



*Au 30 septembre

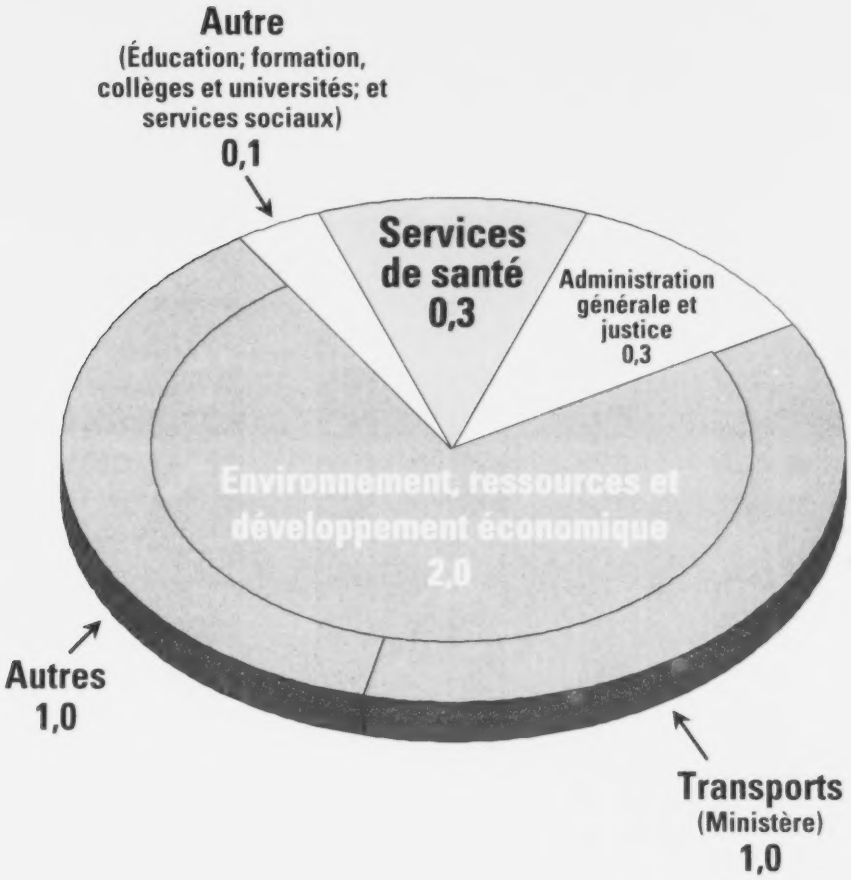
**Comprend d'importantes dépenses ponctuelles en immobilisations.

Dépenses de fonctionnement par catégorie en 2002-2003*
(en milliards de dollars)



*Au 30 septembre

Dépenses en immobilisations brutes par catégorie en 2002-2003*
(en milliards de dollars)



*Au 30 septembre

Tableaux des données économiques

LISTE DES TABLEAUX

L'ÉCONOMIE DE L'ONTARIO — **NUMÉRO DES TABLEAUX**

Perspectives économiques de l'Ontario 1
Produit intérieur brut de l'Ontario de 1988 à 2001 2
Croissance du produit intérieur brut de l'Ontario de 1988 à 2001 3
Indicateurs économiques choisis de l'Ontario de 1988 à 2001 4
Variation annuelle d'indicateurs économiques de l'Ontario de 1988 à 2001 5
Produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie de 1998 à 2001 6
Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie de 1998 à 2001 7
Produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1998 à 2001 8
Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1998 à 2001 9
Indicateurs du marché du logement de l'Ontario de 1995 à 2001 10
Indicateurs financiers choisis de 1988 à 2001 11

COMPARAISON AVEC LES PAYS DU G-7

Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario et des pays du G-7 de 1988 à 2001 12
Croissance de l'emploi en Ontario et dans les pays du G-7 de 1988 à 2001 13
Taux de chômage en Ontario et dans les pays du G-7 de 1988 à 2001 14
Taux d'inflation de l'IPC en Ontario et dans les pays du G-7 de 1988 à 2001 15
Taux de change, G-7, de 1988 à 2001 16

LE COMMERCE INTERNATIONAL DE L'ONTARIO

Principales marchandises exportées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2001 17
Principales marchandises importées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2001 18
Commerce international de l'Ontario avec les principales régions en 2001 19

LE COMMERCE INTERNATIONAL DU CANADA

Commerce international du Canada avec les principales régions en 2001 20

LISTE DES TABLEAUX (suite)

CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES — **NUMÉRO DES TABLEAUX**

Caractéristiques démographiques choisies de l'Ontario de 1981 à 2016 21
Composantes de la croissance de la population de l'Ontario de 1992-1993 à 2001-2002 22

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE L'ONTARIO

Population active de l'Ontario de 1988 à 2001 23
Emplois en Ontario de 1988 à 2001 24
Chômage en Ontario de 1988 à 2001 25
Assurance-emploi (a.-e.) et aide sociale en Ontario de 1988 à 2001 26
Rémunération du travail en Ontario de 1988 à 2001 27
Emplois par profession en Ontario de 1990 à 2001 28
Répartition des emplois par profession en Ontario de 1990 à 2001 29
Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1992 à 2001 30
Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1992 à 2001 31
Niveau d'emploi en Ontario, par région économique, de 1991 à 2002 32
Niveau d'emploi en Ontario, par industrie, par région économique, 2001 33

RÉGIONS ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

(Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.)

Tableau 1	Perspectives économiques de l'Ontario				
	(variation annuelle moyenne en pourcentage)				
	Chiffres réels		Moyenne du secteur privé		
	2000	2001	2002p	2003p	2004p
Produit intérieur brut					
Réel	4,6	1,5	3,5	3,5	3,9
Nominal	6,0	2,4	4,7	5,4	5,8
Autres indicateurs économiques					
Ventes au détail	7,3	2,6	5,5	5,2	4,6
Mises en chantier de logements (en milliers)	71,5	73,3	84,3	77,8	70,7
Revenu des particuliers	7,5	3,8	3,5	5,4	5,4
Profits des entreprises avant impôt	0,4	-15,6	4,7	4,6	10,2
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	2,9	3,1	2,1	2,4	1,9
Marché du travail					
Taux de chômage (en pourcentage)	5,7	6,3	7,1	6,7	6,4

p = prévisions du secteur privé.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du secteur privé (novembre 2002) du ministère des Finances.

Tableau 2 **Produit intérieur brut de l'Ontario de 1988 à 2001**

(en milliards de dollars)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Produit intérieur brut réel (en dollars enchaînés de 1997)	**312,0**	**322,5**	**316,9**	**304,5**	**307,2**	**310,2**	**328,5**
Consommation	169,4	175,7	176,3	172,9	175,3	177,7	183,1
Gouvernement	62,9	65,6	69,1	72,3	72,6	72,1	72,9
Construction résidentielle	22,3	24,4	19,4	16,3	17,1	15,6	15,9
Construction non résidentielle	13,5	14,4	13,1	12,5	10,9	8,8	7,8
Matériel et outillage	19,8	20,4	19,5	18,0	18,5	17,7	20,2
Exportations	158,0	164,3	164,3	159,4	165,5	179,4	198,1
Importations	138,8	145,8	143,2	142,2	149,8	158,7	169,4
Produit intérieur brut nominal	**256,4**	**278,8**	**282,8**	**283,1**	**286,5**	**293,4**	**311,1**

Tableau 2 (suite)

(en milliards de dollars)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Produit intérieur brut réel (en dollars enchaînés de 1997)	**340,1**	**343,8**	**359,4**	**376,7**	**405,4**	**424,1**	**430,5**
Consommation	186,6	190,9	200,1	207,1	217,0	226,6	231,7
Gouvernement	73,3	70,6	70,5	72,0	74,8	77,1	80,3
Construction résidentielle	13,7	15,0	17,2	16,8	19,2	20,2	20,7
Construction non résidentielle	7,5	9,2	10,0	10,2	11,1	10,6	10,5
Matériel et outillage	22,3	23,7	29,3	31,3	34,6	37,1	36,0
Exportations	213,8	225,6	242,6	260,4	288,5	306,3	296,0
Importations	180,5	189,4	213,3	223,3	241,2	257,3	243,7
Produit intérieur brut nominal	**329,3**	**338,2**	**359,4**	**377,9**	**409,1**	**433,4**	**443,9**

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 3	Croissance du produit intérieur brut de l'Ontario de 1988 à 2001						
							(variation en pourcentage)
	1988	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**
Produit intérieur brut réel (en dollars enchaînés de 1997)	**5,4**	**3,4**	**-1,7**	**-3,9**	**0,9**	**1,0**	**5,9**
Consommation	5,3	3,7	0,3	-1,9	1,4	1,3	3,1
Gouvernement	5,6	4,2	5,3	4,5	0,4	-0,7	1,1
Construction résidentielle	1,9	9,1	-20,2	-15,9	4,5	-8,7	2,0
Construction non résidentielle	8,8	6,6	-9,0	-4,9	-12,9	-18,7	-12,2
Matériel et outillage	16,1	3,1	-4,8	-7,2	2,4	-4,4	14,6
Exportations	7,8	3,9	0,0	-3,0	3,9	8,4	10,4
Importations	12,9	5,0	-1,8	-0,7	5,3	5,9	6,8
Produit intérieur brut nominal	**11,1**	**8,7**	**1,5**	**0,1**	**1,2**	**2,4**	**6,0**

Tableau 3 (suite)							(variation en pourcentage)
	1995	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**
Produit intérieur brut réel (en dollars enchaînés de 1997)	**3,5**	**1,1**	**4,5**	**4,8**	**7,6**	**4,6**	**1,5**
Consommation	1,9	2,3	4,8	3,5	4,8	4,4	2,3
Gouvernement	0,7	-3,7	-0,1	2,0	3,9	3,1	4,1
Construction résidentielle	-14,0	9,6	14,5	-1,8	14,0	5,3	2,4
Construction non résidentielle	-2,7	21,5	9,2	1,6	9,3	-4,2	-1,1
Matériel et outillage	9,9	6,7	23,3	6,8	10,7	7,3	-3,1
Exportations	7,9	5,6	7,5	7,3	10,8	6,1	-3,3
Importations	6,6	4,9	12,6	4,7	8,0	6,7	-5,3
Produit intérieur brut nominal	**5,9**	**2,7**	**6,3**	**5,2**	**8,3**	**6,0**	**2,4**

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 4	Indicateurs économiques choisis de l'Ontario de 1988 à 2001						
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Ventes au détail* (en milliards de dollars)	69,8	72,6	72,6	67,3	68,9	71,7	76,9
Mises en chantier de logements (en milliers)	99,9	93,3	62,6	52,8	55,8	45,1	46,6
Revenu des particuliers (en milliards de dollars)	208,8	229,0	241,7	247,7	253,8	256,1	260,7
Bénéfices des entreprises avant impôt (en milliards de dollars)	29,4	27,4	19,8	14,6	14,5	17,9	27,9
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	85,3	90,2	94,6	99,0	100,0	101,8	101,8
Population active (en milliers)	5 354	5 470	5 533	5 544	5 542	5 581	5 574
Emplois (en milliers)	5 083	5 193	5 191	5 016	4 949	4 974	5 039
Taux de chômage (en pourcentage)	5,1	5,1	6,2	9,5	10,7	10,9	9,6

Tableau 4 (suite)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Ventes au détail* (en milliards de dollars)	79,6	80,2	86,4	92,4	99,2	106,4	109,2
Mises en chantier de logements (en milliers)	35,8	43,1	54,1	53,8	67,2	71,5	73,3
Revenu des particuliers (en milliards de dollars)	271,4	276,3	289,5	304,7	322,5	346,7	359,9
Bénéfices des entreprises avant impôt (en milliards de dollars)	33,1	34,2	37,5	39,5	49,2	49,4	41,7
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	104,3	105,9	107,9	108,9	111,0	114,2	117,7
Population active (en milliers)	5 620	5 695	5 801	5 914	6 071	6 228	6 364
Emplois (en milliers)	5 131	5 181	5 313	5 490	5 688	5 872	5 963
Taux de chômage (en pourcentage)	8,7	9,0	8,4	7,2	6,3	5,7	6,3

* Les ventes au détail comprennent les taxes de vente fédérales jusqu'en 1990, mais excluent la TPS après 1990.
Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Tableau 5 **Variation annuelle d'indicateurs économiques de l'Ontario de 1988 à 2001**

(variation en pourcentage)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Ventes au détail*	7,8	4,0	0,0	-7,2	2,3	4,1	7,2
Mises en chantier de logements	-5,0	-6,6	-32,9	-15,7	5,6	-19,1	3,3
Revenu des particuliers	11,3	9,7	5,5	2,5	2,5	0,9	1,8
Bénéfices des entreprises avant impôt	14,7	-6,7	-27,8	-26,0	-0,8	23,1	55,8
Indice des prix à la consommation	4,8	5,7	4,9	4,7	1,0	1,8	0,0
Population active	2,8	2,2	1,2	0,2	0,0	0,7	-0,1
Emplois	3,9	2,2	0,0	-3,4	-1,3	0,5	1,3

Tableau 5 (suite)

(variation en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Ventes au détail*	3,6	0,7	7,8	6,9	7,3	7,3	2,6
Mises en chantier de logements	-23,2	20,2	25,6	-0,4	24,9	6,4	2,5
Revenu des particuliers	4,1	1,8	4,8	5,2	5,9	7,5	3,8
Bénéfices des entreprises avant impôt	18,7	3,3	9,9	5,2	24,7	0,4	-15,6
Indice des prix à la consommation	2,5	1,5	1,9	0,9	1,9	2,9	3,1
Population active	0,8	1,3	1,9	1,9	2,6	2,6	2,2
Emplois	1,8	1,0	2,6	3,3	3,6	3,2	1,5

* Les ventes au détail comprennent les taxes fédérales jusqu'en 1990, mais excluent la TPS après 1990.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Tableau 6 **Produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie de 1998 à 2001**

(en millions de dollars)

	1998	1999	2000	2001
Industries productrices de biens (en dollars de 1997)	**109 382**	**117 676**	**122 260**	**118 019**
Industries primaires	7 196	7 762	7 632	7 244
Services publics	9 722	9 858	10 262	10 187
Construction	15 604	17 683	18 485	19 490
Fabrication[1]	76 860	82 374	85 881	81 098
Industries productrices de services	**238 050**	**256 090**	**269 393**	**278 452**
Commerce de gros et de détail	39 994	44 193	47 084	47 938
Transport et entreposage	14 319	15 341	16 035	15 700
Industrie de l'information et industrie culturelle (y compris télécommunications)	12 133	14 716	16 712	18 429
Finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail	74 129	78 873	82 450	85 489
Services professionnels, scientifiques et techniques	15 677	18 060	20 085	21 561
Services administratifs et autres services de soutien	7 861	8 566	9 137	9 465
Services d'enseignement	17 179	17 503	17 430	17 489
Soins de santé et assistance sociale	19 889	20 617	21 076	21 712
Arts, spectacles et loisirs	3 140	3 373	3 599	3 638
Hébergement et services de restauration	7 575	8 079	8 287	8 492
Autres services (excluant les administrations publiques)	7 711	8 184	8 339	8 587
Administrations publiques	18 442	18 584	19 159	19 952
Production totale (en dollars de 1997) selon les prix de base	**347 432**	**373 766**	**391 653**	**396 471**

Nota :

1. On trouvera plus de précisions sur les industries de fabrication au Tableau 8.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 7 Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie de 1998 à 2001

(variation en pourcentage)

	1998	1999	2000	2001
Industries productrices de biens (en dollars de 1997)	**5,1**	**7,6**	**3,9**	**-3,5**
Industries primaires	4,9	7,9	-1,7	-5,1
Services publics	-3,0	1,4	4,1	-0,7
Construction	0,5	13,3	4,5	5,4
Fabrication[1]	7,3	7,2	4,3	-5,6
Industries productrices de services	**4,7**	**7,6**	**5,2**	**3,4**
Commerce de gros et de détail	10,0	10,5	6,5	1,8
Transport et entreposage	1,7	7,1	4,5	-2,1
Industrie de l'information et industrie culturelle (y compris télécommunications)	6,1	21,3	13,6	10,3
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	3,3	6,4	4,5	3,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	12,7	15,2	11,2	7,4
Services administratifs et autres services de soutien	7,7	9,0	6,7	3,6
Services d'enseignement	1,5	1,9	-0,4	0,3
Soins de santé et assistance sociale	0,9	3,7	2,2	3,0
Arts, spectacles et loisirs	-0,9	7,4	6,7	1,1
Hébergement et services de restauration	8,2	6,7	2,6	2,5
Autres services (excluant les administrations publiques)	4,1	6,1	1,9	3,0
Administrations publiques	0,9	0,8	3,1	4,1
Production totale (en dollars de 1997) selon les prix de base	**4,9**	**7,6**	**4,8**	**1,2**

Nota :

1. On trouvera plus de précisions sur les industries de fabrication au Tableau 9.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 8 **Produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1998 à 2001**

(en millions de dollars)

	1998	1999	2000	2001
Fabrication (en dollars de 1997)	**76 860**	**82 374**	**85 881**	**81 098**
Aliments	6 990	6 818	7 016	7 518
Boissons et produits du tabac	2 587	2 610	2 637	2 736
Vêtements	935	857	851	809
Cuir	164	139	101	87
Produits textiles	870	798	779	702
Produits en bois	1 636	1 575	1 688	1 683
Papier	3 323	3 367	3 352	3 159
Impression	2 235	2 215	2 233	2 259
Produits du pétrole et du charbon	626	651	647	655
Produits chimiques	6 466	6 738	6 773	6 793
Produits en plastique et en caoutchouc	4 549	5 016	5 210	5 358
Produits minéraux non métalliques	2 161	2 124	2 202	2 158
Première transformation des métaux et produits métalliques	10 667	11 221	11 615	11 296
Machines	5 715	5 502	5 483	5 017
Produits informatiques et électroniques	4 910	6 537	9 167	7 064
Matériel électrique	2 320	2 343	2 682	2 328
Matériel de transport	17 274	20 302	19 770	18 067
dont : véhicules automobiles, carrosseries et pièces	14 824	17 843	17 723	16 178
Meubles et produits connexes	2 259	2 329	2 709	2 534
Activités diverses de fabrication	1 174	1 232	969	873

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 9 **Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1998 à 2001**

(variation en pourcentage)

	1998	1999	2000	2001
Fabrication (en dollars de 1997)	**7,3**	**7,2**	**4,3**	**-5,6**
Aliments	9,1	-2,5	2,9	7,2
Boissons et produits du tabac	6,0	0,9	1,0	3,8
Vêtements	2,9	-8,3	-0,7	-5,0
Cuir	4,3	-14,8	-27,8	-13,9
Produits textiles	17,2	-8,2	-2,4	-9,8
Produits en bois	9,1	-3,7	7,2	-0,3
Papier	-3,9	1,3	-0,4	-5,7
Impression	0,9	-0,9	0,8	1,2
Produits du pétrole et du charbon	5,1	4,1	-0,6	1,2
Produits chimiques	5,4	4,2	0,5	0,3
Produits en plastique et en caoutchouc	4,8	10,3	3,9	2,9
Produits minéraux non métalliques	17,4	-1,7	3,7	-2,0
Première transformation des métaux et produits métalliques	6,8	5,2	3,5	-2,7
Machines	7,1	-3,7	-0,4	-8,5
Produits informatiques et électroniques	12,0	33,1	40,2	-22,9
Matériel électrique	2,1	1,0	14,5	-13,2
Matériel de transport	7,7	17,5	-2,6	-8,6
dont : véhicules automobiles, carrosseries et pièces	7,0	20,4	-0,7	-8,7
Meubles et produits connexes	23,9	3,1	16,3	-6,5
Activités diverses de fabrication	9,8	5,0	-21,4	-9,9

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 10	Indicateurs du marché du logement de l'Ontario de 1995 à 2001						
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Construction résidentielle							
(en millions de dollars courants*)	**13 279**	**14 549**	**17 154**	**17 227**	**20 136**	**21 831**	**23 070**
	-13,5	9,6	17,9	0,4	16,9	8,4	5,7
Nouvelle construction*	5 933	6 489	8 257	8 351	10 560	11 514	12 319
	-20,1	9,4	27,2	1,1	26,5	9,0	7,0
Modifications et améliorations*	5 015	5 383	5 711	5 758	6 088	6 644	6 559
	-1,3	7,3	6,1	0,8	5,7	9,1	-1,3
Coûts de transfert*	2 321	2 677	3 186	3 118	3 488	3 673	4 192
	-18,2	14,8	19,0	-2,1	11,9	5,3	14,1
Mises en chantier de logements							
(en milliers)*	**35,8**	**43,1**	**54,1**	**53,8**	**67,2**	**71,5**	**73,3**
	-23,2	20,2	25,6	-0,4	24,9	6,4	2,5
Reventes de logements (en milliers)*	**105,0**	**137,9**	**140,6**	**138,5**	**148,7**	**147,2**	**162,3**
	-8,9	31,4	1,9	-1,5	7,4	-1,0	10,3
Prix moyen des logements revendus							
(en dollars)*	**154 606**	**155 662**	**164 382**	**167 115**	**174 049**	**183 841**	**193 357**
	-3,5	0,7	5,6	1,7	4,1	5,6	5,2

* La variation du pourcentage est indiquée sur la deuxième ligne.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 11	Indicateurs financiers choisis de 1988 à 2001						
							(en pourcentage)
	1988	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**
Taux d'intérêt							
Taux d'escompte	9,7	12,3	13,1	9,0	6,8	5,1	5,8
Taux préférentiel	10,8	13,3	14,1	9,9	7,5	5,9	6,9
Obligations d'État (10 ans)	9,8	9,8	10,8	9,4	8,1	7,2	8,4
Bons du Trésor (3 mois)	9,5	12,1	12,8	8,7	6,6	4,8	5,5
Taux d'hypothèque							
5 ans	11,6	12,1	13,4	11,1	9,5	8,8	9,5
1 an	10,8	12,9	13,4	10,1	7,9	6,9	7,8
Endettement des ménages*							
Consommation	20,1	20,6	21,3	21,1	21,0	21,0	22,3
Hypothèque	46,6	49,2	53,3	55,8	59,2	62,2	65,3
Total	66,7	69,8	74,6	76,9	80,1	83,2	87,6

Tableau 11 (suite)							(en pourcentage)
	1995	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**
Taux d'intérêt							
Taux d'escompte	7,1	4,5	3,5	5,1	4,9	5,8	4,3
Taux préférentiel	8,6	6,1	5,0	6,6	6,4	7,3	5,8
Obligations d'État (10 ans)	8,1	7,2	6,1	5,3	5,6	5,9	5,5
Bons du Trésor (3 mois)	6,9	4,2	3,3	4,7	4,7	5,5	3,8
Taux d'hypothèque							
5 ans	9,2	7,9	7,1	6,9	7,6	8,4	7,4
1 an	8,4	6,2	5,5	6,5	6,8	7,9	6,1
Endettement des ménages*							
Consommation	23,1	24,3	25,9	27,5	28,1	29,7	30,3
Hypothèque	65,4	67,1	68,5	69,0	68,7	67,4	67,3
Total	88,5	91,5	94,4	96,4	96,9	97,1	97,6

* Pourcentage du revenu disponible des particuliers que représente la dette des ménages canadiens.

Nota : Toutes les données sont des moyennes annuelles.

Sources : Statistique Canada et Banque du Canada.

Tableau 12 Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario et des pays du G-7 de 1988 à 2001

(en pourcentage)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Ontario	5,4	3,4	-1,7	-3,9	0,9	1,0	5,9
Canada	5,0	2,6	0,2	-2,1	0,9	2,3	4,8
France	4,2	4,3	2,6	1,0	1,5	-1,0	2,0
Allemagne	3,7	3,6	5,7	5,0	2,2	-1,1	2,3
Italie	3,9	2,9	2,0	1,4	0,8	-0,9	2,2
Japon	6,5	5,3	5,3	3,1	0,9	0,4	1,0
Royaume-Uni	5,2	2,2	0,8	-1,4	0,2	2,5	4,7
États-Unis	4,2	3,5	1,8	-0,5	3,0	2,7	4,0

Tableau 12 (suite)

(en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Ontario	3,5	1,1	4,5	4,8	7,6	4,6	1,5
Canada	2,8	1,6	4,2	4,1	5,4	4,5	1,5
France	1,7	1,1	1,9	3,5	3,3	4,0	1,8
Allemagne	1,7	0,8	1,4	2,0	1,8	3,0	0,6
Italie	2,9	1,1	2,0	1,8	1,6	2,9	1,8
Japon	1,6	3,5	1,8	-1,1	0,7	2,4	-0,6
Royaume-Uni	2,9	2,6	3,4	2,9	2,4	3,1	1,9
États-Unis	2,7	3,6	4,4	4,3	4,1	3,8	0,3

Sources : OCDE, U.S. Department of Commerce et Statistique Canada.

Tableau 13 **Croissance de l'emploi en Ontario et dans les pays du G-7 de 1988 à 2001**

(en pourcentage)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Ontario	3,9	2,2	0,0	-3,4	-1,3	0,5	1,3
Canada	3,2	2,2	0,8	-1,8	-0,7	0,8	2,0
France	0,9	1,5	1,1	0,2	-0,5	-1,3	-0,1
Allemagne	0,7	2,2	4,9	2,5	-1,3	-1,1	-0,6
Italie	1,1	0,1	1,8	0,9	-0,7	-4,5	-1,6
Japon	1,7	1,9	2,0	1,9	1,1	0,2	0,0
Royaume-Uni	3,9	3,3	1,0	-1,9	-2,4	-1,1	0,9
États-Unis	2,2	2,1	1,2	-0,9	0,7	1,5	2,3

Tableau 13 (suite)

(en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Ontario	1,8	1,0	2,6	3,3	3,6	3,2	1,5
Canada	1,9	0,8	2,3	2,7	2,8	2,6	1,1
France	0,8	0,2	0,6	2,0	2,4	2,7	1,8
Allemagne	0,1	-0,4	-0,4	1,4	1,0	0,5	0,1
Italie	-0,6	0,5	0,4	1,1	1,2	1,9	2,0
Japon	0,1	0,4	1,1	-0,7	-0,8	-0,2	-0,5
Royaume-Uni	1,1	1,2	1,9	1,2	2,4	1,4	0,8
États-Unis	1,5	1,4	2,2	1,5	1,5	1,3	-0,1

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

Tableau 14 **Taux de chômage en Ontario et dans les pays du G-7 de 1988 à 2001**

(en pourcentage)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Ontario	5,1	5,1	6,2	9,5	10,7	10,9	9,6
Canada	7,8	7,5	8,1	10,3	11,2	11,4	10,4
France	9,6	9,1	8,6	9,1	10,0	11,3	11,8
Allemagne	6,2	5,6	4,8	4,2	6,6	7,9	8,4
Italie	9,7	9,7	8,9	8,5	8,7	10,1	11,0
Japon	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2	2,5	2,9
Royaume-Uni	8,5	7,1	6,9	8,6	9,8	10,2	9,4
États-Unis	5,5	5,3	5,6	6,8	7,5	6,9	6,1

Tableau 14 (suite)

(en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Ontario	8,7	9,0	8,4	7,2	6,3	5,7	6,3
Canada	9,4	9,6	9,1	8,3	7,6	6,8	7,2
France	11,4	11,9	11,8	11,4	10,7	9,3	8,6
Allemagne	8,2	8,9	9,9	9,3	8,6	7,9	7,9
Italie	11,5	11,5	11,7	11,6	11,2	10,5	9,4
Japon	3,1	3,4	3,4	4,1	4,7	4,7	5,0
Royaume-Uni	8,5	8,0	6,9	6,1	5,8	5,3	5,0
États-Unis	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2	4,0	4,8

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

Tableau 15 **Taux d'inflation de l'IPC en Ontario et dans les pays du G-7 de 1988 à 2001**

(en pourcentage)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Ontario	4,8	5,7	4,9	4,7	1,0	1,8	0,0
Canada	4,0	5,0	4,8	5,6	1,5	1,8	0,2
France	2,7	3,5	3,6	3,2	2,4	2,1	1,7
Allemagne	1,3	2,8	2,7	4,0	5,1	4,4	2,8
Italie	5,1	6,3	6,5	6,2	5,3	4,6	4,1
Japon	0,7	2,3	3,1	3,2	1,7	1,3	0,7
Royaume-Uni	4,9	7,8	9,5	5,9	3,7	1,6	2,5
États-Unis	4,1	4,8	5,4	4,2	3,0	3,0	2,6

Tableau 15 (suite)

(en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Ontario	2,5	1,5	1,9	0,9	1,9	2,9	3,1
Canada	2,2	1,6	1,6	0,9	1,7	2,7	2,6
France	1,8	2,0	1,2	0,8	0,6	1,6	1,7
Allemagne	1,7	1,4	1,9	0,9	0,6	2,0	2,4
Italie	5,2	4,0	2,0	2,0	1,7	2,5	2,7
Japon	-0,1	0,1	1,7	0,7	-0,3	-0,7	-0,7
Royaume-Uni	3,4	2,4	3,1	3,4	1,6	2,9	1,8
États-Unis	2,8	3,0	2,3	1,6	2,2	3,4	2,8

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

Tableau 16 **Taux de change, G-7, de 1988 à 2001**

(devise étrangère par dollar canadien)

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Euro*	-	-	-	-	-	-	-
France	4,831	5,376	4,651	4,902	4,367	4,386	4,050
Allemagne	1,422	1,585	1,381	1,441	1,289	1,280	1,184
Italie	1 052,6	1 162,8	1 020,4	1 075,3	1 020,4	1 219,5	1 176,5
Japon	104,1	116,3	123,5	117,2	104,7	85,8	74,7
Royaume-Uni	0,456	0,515	0,480	0,493	0,469	0,516	0,478
États-Unis	0,812	0,845	0,857	0,873	0,827	0,775	0,732

Tableau 16 (suite) (devise étrangère par dollar canadien)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Euro*	-	-	-	-	0,631	0,730	0,721
France	3,631	3,750	4,211	3,968	4,139	4,787	4,730
Allemagne	1,043	1,103	1,251	1,183	1,234	1,427	1,410
Italie	1 186,2	1 131,2	1 228,5	1 168,2	1 222,5	1 412,4	1 396,6
Japon	68,0	79,7	87,3	87,8	76,3	72,6	78,4
Royaume-Uni	0,461	0,470	0,441	0,407	0,416	0,444	0,448
États-Unis	0,729	0,733	0,722	0,674	0,673	0,673	0,646

* En utilisation depuis le 4 janvier 1999.

Nota : Toutes les données sont des moyennes annuelles.

Source : Banque du Canada.

Tableau 17 Principales marchandises[1] exportées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2001

	Valeur (en millions de dollars)	Pourcentage du total
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	76 003	37,7
Machines et appareils	24 503	12,1
Machines, appareils et matériels électriques	10 548	5,2
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	7 255	3,6
Pâte de bois, papier et produits connexes	6 592	3,3
Métaux non ferreux et produits connexes	6 438	3,2
Ameublements de maison, enseignes et constructions préfabriquées	4 938	2,4
Produits des industries alimentaires, boissons et tabacs	4 550	2,3
Autres produits chimiques	3 546	1,8
Ouvrages en fonte, fer ou acier	3 324	1,6
Produits minéraux	3 318	1,6
Biens de navigation aérienne ou spatiale	3 252	1,6
Matériel scientifique, professionnel et photographique; horloges	3 039	1,5
Bois et produits du bois	2 947	1,5
Métaux précieux, pierres et monnaies	2 899	1,4
Fonte, fer et acier	2 305	1,1
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	2 112	1,0
Animaux vivants et produits du règne animal	1 799	0,9
Ouvrages en pierres, ciment, produits céramiques et verre	1 538	0,8
Produits du règne végétal, graisses et huiles	1 470	0,7
Produits chimiques organiques	1 416	0,7
Matières textiles et ouvrages en ces matières	1 380	0,7
Produits pharmaceutiques	1 299	0,6
Produits chimiques inorganiques, éléments chimiques et composés	1 138	0,6
Imprimés	963	0,5
Véhicules et matériel pour voies ferrées et leurs parties	739	0,4
Vêtements et accessoires	701	0,3
Jouets, jeux et articles pour sports	573	0,3
Peaux, cuirs, articles de voyage et fourrures	397	0,2
Ouvrages divers et objets d'art	295	0,1
Autres textiles et articles vestimentaires	222	0,1
Biens de navigation maritime et fluviale	78	0,0
Coiffures, parapluies, fleurs artificielles	49	0,0
Chaussures	48	0,0
Autres marchandises[2]	20 052	9,9
Total des exportations	**201 723**	**100,0**

Nota :

1. La définition que donne le ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation du regroupement des produits s'appuie sur les codes à deux chiffres du Système harmonisé. Les données proviennent des douanes.
2. Les autres marchandises comprennent les réexportations et les transactions spéciales.

Source : Industrie Canada.

Tableau 18 Principales marchandises[1] importées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2001

	Valeur (en millions de dollars)	Pourcentage du total
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	45 695	21,2
Machines et appareils	43 073	20,0
Machines, appareils et matériels électriques	26 529	12,3
Matériel scientifique, professionnel et photographique; horloges	8 760	4,1
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	8 373	3,9
Autres produits chimiques	7 681	3,6
Métaux non ferreux et produits connexes	7 228	3,4
Produits des industries alimentaires, boissons et tabacs	5 300	2,5
Produits pharmaceutiques	4 553	2,1
Pâte de bois, papier et produits connexes	4 498	2,1
Ouvrages en fonte, fer ou acier	4 354	2,0
Produits du règne végétal, graisses et huiles	4 044	1,9
Ameublements de maison, enseignes et constructions préfabriquées	3 819	1,8
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	3 539	1,6
Produits chimiques organiques	3 172	1,5
Ouvrages en pierres, ciment, produits céramiques et verre	3 020	1,4
Fonte, fer et acier	3 005	1,4
Produits textiles et ouvrages en ces matières	2 815	1,3
Produits minéraux	2 802	1,3
Imprimés	2 424	1,1
Biens de navigation aérienne ou spatiale	2 398	1,1
Vêtements et accessoires	2 346	1,1
Jouets, jeux et articles pour sports	1 981	0,9
Animaux vivants et produits du règne animal	1 739	0,8
Métaux précieux, pierres et monnaies	1 665	0,8
Bois et produits du bois	1 321	0,6
Produits chimiques inorganiques, éléments chimiques et composés	1 086	0,5
Chaussures	740	0,3
Peaux, cuirs, articles de voyage et fourrures	714	0,3
Ouvrages divers et objets d'art	665	0,3
Véhicules et matériel pour voies ferrées et leurs parties	613	0,3
Autres textiles et articles vestimentaires	532	0,2
Biens de navigation maritime et fluviale	189	0,1
Coiffures, parapluies, fleurs artificielles	161	0,1
Autres marchandises[2]	4 533	2,1
Total des importations	**215 368**	**100,0**

Nota :

1. La définition que donne le ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation du regroupement des produits s'appuie sur les codes à deux chiffres du Système harmonisé. Les données proviennent des douanes.
2. Les autres marchandises comprennent les réexpéditions d'une province à l'autre en passant par un territoire étranger et les transactions spéciales.

Source : Industrie Canada.

Tableau 19 **Commerce international de l'Ontario avec les principales régions en 2001**

	Exportations (en millions de dollars)	Pourcentage du total	Importations (en millions de dollars)	Pourcentage du total
États-Unis	187 872	93,1	156 701	72,8
Europe de l'Ouest	6 473	3,2	16 825	7,8
Union européenne	5 516	2,7	15 709	7,3
Autres pays	957	0,5	1 116	0,5
Europe de l 'Est	299	0,1	626	0,3
Asie	3 257	1,6	23 096	10,7
Océanie (Pacifique)	462	0,2	649	0,3
Ceinture du Pacifique	3 599	1,8	22 914	10,6
Caraïbes	342	0,2	171	0,1
Amérique latine	2 275	1,1	11 956	5,6
Mexique	1 370	0,7	9 717	4,5
Moyen-Orient	474	0,2	534	0,2
Afrique	270	0,1	322	0,1
Réimportations (Canada)	0	0,0	4 489	2,1
Total	**201 723**	**100,0**	**215 368**	**100,0**

Nota : Les données proviennent des douanes et comprennent les réexportations.
Source : Industrie Canada.

Tableau 20 Commerce international du Canada avec les principales régions en 2001

	Exportations (en millions de dollars)	Pourcentage du total	Importations (en millions de dollars)	Pourcentage du total
États-Unis	350 734	87,1	218 306	63,6
Europe de l'Ouest	19 702	4,9	43 377	12,6
Union européenne	18 312	4,6	38 392	11,2
Autres pays	1 390	0,3	4 985	1,5
Europe de l 'Est	758	0,2	1 546	0,5
Asie	19 594	4,9	46 441	13,5
Océanie (Pacifique)	1 313	0,3	2 162	0,6
Ceinture du Pacifique	19 980	5,0	46 632	13,6
Caraïbes	1 057	0,3	1 075	0,3
Amérique latine	5 969	1,5	17 774	5,2
Mexique	2 722	0,7	12 118	3,5
Moyen-Orient	1 809	0,4	2 865	0,8
Afrique	1 526	0,4	2 312	0,7
Réimportations (Canada)	2	0,0	7 136	2,1
Total	**402 466**	**100,0**	**342 993**	**100,0**

Nota : Les données proviennent des douanes.
Source : Industrie Canada.

Tableau 21 **Caractéristiques démographiques choisies de l'Ontario de 1981 à 2016[1]**

	Estimations[2]			Projections[3]		
	1981	1991	2001	2006	2011	2016
Population totale (en milliers)	8 811	10 428	11 895	12 609	13 313	14 008
Croissance annuelle moyenne par rapport à l'année précédente indiquée (en pourcentage)	1,2	1,7	1,3	1,2	1,1	1,0
Âge médian (en années)	30,4	33,3	36,8	38,2	39,4	40,4
Répartition des groupes d'âge (en pourcentage)						
0 à 14 ans	21,6	20,1	19,2	17,9	16,5	16,0
15 à 24 ans	19,0	14,5	13,2	13,3	13,4	12,6
25 à 44 ans	29,5	34,2	31,9	30,1	28,5	28,0
45 à 64 ans	19,9	19,6	23,2	25,8	27,9	28,1
65 à 74 ans	6,1	7,0	7,0	6,8	7,4	8,8
75 ans +	3,8	4,6	5,6	6,0	6,3	6,5
Taux de fertilité total	1,6	1,6	n.d.	1,5	1,5	1,5
Espérance de vie (en années)						
Hommes	72,5	75,0	n.d.	77,6	78,3	79,1
Femmes	79,2	81,0	n.d.	82,3	82,8	83,3
Familles (en milliers)[4]	2 279	2 727	3 191	n.d.	n.d.	n.d.
Ménages (en milliers)[4]	2 970	3 638	4 219	4 857	5 262	5 667

Nota :

1. Les données sur la population sont celles du mois de juillet (année du recensement).
2. Les estimations de Statistique Canada sont fondées sur le recensement de 1996 et ont été rajustées pour tenir compte du sous-dénombrement net dans le cadre du recensement.
3. Les projections du ministère des Finances de l'Ontario publiées en août 2002 sont fondées sur les estimations préliminaires de Statistique Canada pour 2001 (elles-mêmes fondées sur le recensement de 1996).
4. Les projections et les données du recensement concernant les familles et les ménages proviennent de Statistique Canada. Les projections relatives aux ménages sont fondées sur le recensement de 1996.

Sources : estimations de la population de Statistique Canada et projections de la population du ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 22 Composantes de la croissance de la population de l'Ontario de 1992-1993 à 2001-2002[1]

(en milliers)

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Population au début de la période	**10 570,5**	**10 690,4**	**10 827,5**	**10 964,9**	**11 100,9**
Naissances	148,7	147,1	147,2	143,1	136,3
Décès	74,6	77,3	78,2	77,7	80,4
Immigrants	145,0	119,6	119,8	115,4	119,6
Émigrants nets[3]	9,0	9,6	10,3	10,2	25,0
Immigration interprovinciale	66,4	64,6	66,9	69,1	70,0
Émigration interprovinciale	80,6	74,0	69,7	71,9	68,0
Variation nette du nombre de résidents non permanents	-54,4	-12,0	-16,9	-12,2	-3,9
Croissance de la population pendant la période	120,0	137,1	137,4	136,0	148,8
Population à la fin de la période[2]	**10 690,4**	**10 827,5**	**10 964,9**	**11 100,9**	**11 249,5**
Croissance de la population (en pourcentage)	1,1	1,3	1,3	1,2	1,3

Tableau 22 (suite)

(en milliers)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Population au début de la période	**11 249,5**	**11 387,4**	**11 527,9**	**11 697,6**	**11 894,9**
Naissances	133,2	130,8	131,1	127,6	127,5
Décès	80,1	81,3	82,6	85,2	89,0
Immigrants	106,5	91,9	116,7	150,0	152,8
Émigrants nets[3]	27,7	29,3	31,0	32,8	34,8
Immigration interprovinciale	75,2	72,8	78,9	74,5	81,7
Émigration interprovinciale	66,0	56,1	56,5	55,9	74,4
Variation nette du nombre de résidents non permanents	-3,2	10,6	13,2	19,1	9,6
Croissance de la population pendant la période	139,8	141,2	168,8	197,3	173,4
Population à la fin de la période[2]	**11 387,4**	**11 527,9**	**11 697,6**	**11 894,9**	**12 068,3**
Croissance de la population (en pourcentage)	1,2	1,2	1,5	1,7	1,5

Nota :

1. Les données couvrent la période du 1er juillet au 30 juin (année du recensement).
2. Le total des composantes ne correspond pas à la variation démographique totale en raison des erreurs résiduelles.
3. Émigrants nets = nombre d'émigrants moins émigrants de retour. Depuis 1996-1997, le nombre d'émigrants comprend également les personnes vivant temporairement à l'étranger.

Source : Statistique Canada.

Tableau 23 — **Population active de l'Ontario de 1988 à 2001**

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Population active (en milliers)	5 354	5 470	5 533	5 544	5 542	5 581	5 574
Croissance annuelle de la population active (en pourcentage)	2,8	2,2	1,2	0,2	0,0	0,7	-0,1
Taux d'activité (en pourcentage)							
Hommes	78,6	78,8	78,0	76,4	75,1	74,4	73,5
Femmes	61,0	61,3	61,4	61,0	60,0	59,5	58,8
Répartition de la population active (en pourcentage)							
Jeunes (15 à 24 ans)	21,4	20,6	19,6	18,6	18,1	17,3	16,8
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	25,9	26,0	26,3	26,6	27,4	28,0	28,8

Tableau 23 (suite)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Population active (en milliers)	5 620	5 695	5 801	5 914	6 071	6 228	6 364
Croissance annuelle de la population active (en pourcentage)	0,8	1,3	1,9	1,9	2,6	2,6	2,2
Taux d'activité (en pourcentage)							
Hommes	72,9	72,6	72,8	72,6	73,2	73,4	73,5
Femmes	58,7	58,9	59,1	59,7	60,4	61,2	61,4
Répartition de la population active (en pourcentage)							
Jeunes (15 à 24 ans)	16,4	16,2	15,9	15,7	16,0	16,1	15,9
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	29,1	29,5	30,2	30,6	31,3	32,0	32,5

Source : Statistique Canada.

Tableau 24	Emplois en Ontario de 1988 à 2001						
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Total des emplois (en milliers)	5 083	5 193	5 191	5 016	4 949	4 974	5 039
Hommes	2 823	2 875	2 851	2 717	2 661	2 688	2 729
Femmes	2 260	2 318	2 340	2 299	2 288	2 286	2 311
Croissance annuelle de l'emploi (en pourcentage)	3,9	2,2	0,0	-3,4	-1,3	0,5	1,3
Création d'emplois nette (en milliers)	190	111	-2	-176	-67	25	65
Emplois du secteur privé (en milliers)	4 135	4 225	4 174	3 986	3 899	3 912	3 974
Emplois du secteur public et parapublic (en milliers)[1]	947	969	1 018	1 029	1 050	1 062	1 065
Secteur manufacturier (pourcentage du total)	20,8	20,1	19,2	18,0	17,3	16,5	16,6
Secteur des services (pourcentage du total)	68,7	68,9	70,0	71,7	72,7	73,8	74,0
À temps partiel (pourcentage du total)	16,7	16,7	17,1	18,3	18,6	19,7	19,0
Moyenne d'heures travaillées par semaine[2]	38,2	38,5	38,1	37,3	36,7	37,2	37,6

Tableau 24 (suite)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Total des emplois (en milliers)	5 131	5 181	5 313	5 490	5 688	5 872	5 963
Hommes	2 777	2 798	2 879	2 952	3 058	3 146	3 184
Femmes	2 353	2 383	2 435	2 538	2 630	2 726	2 779
Croissance annuelle de l'emploi (en pourcentage)	1,8	1,0	2,6	3,3	3,6	3,2	1,5
Création d'emplois nette (en milliers)	91	50	133	177	198	184	91
Emplois du secteur privé (en milliers)	4 078	4 163	4 317	4 466	4 653	4 817	4 915
Emplois du secteur public et parapublic (en milliers)[1]	1 052	1 018	996	1 024	1 035	1 055	1 048
Secteur manufacturier (pourcentage du total)	17,1	17,4	17,7	18,0	18,4	18,7	18,2
Secteur des services (pourcentage du total)	73,7	73,6	73,4	73,2	72,7	72,7	73,1
À temps partiel (pourcentage du total)	18,8	19,3	19,2	18,6	18,0	17,9	17,8
Moyenne des heures travaillées par semaine[2]	37,2	37,6	37,8	37,8	37,9	38,1	37,5

Nota :

1. Le secteur public et parapublic inclut les administrations publiques, les soins de santé et l'assistance sociale, ainsi que les services d'enseignement, à l'exception de certains aspects se rattachant au secteur privé, tels que les bureaux des professionnels de la santé et certains établissements d'enseignement du secteur privé. Les groupements d'industries sont fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
2. Moyenne d'heures travaillées par semaine pour tous les emplois, en excluant les personnes qui ne sont pas au travail, durant la semaine de référence.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 25	Chômage en Ontario de 1988 à 2001						
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Total des chômeurs (en milliers)	271	276	342	528	593	607	535
Taux de chômage (en pourcentage)	5,1	5,1	6,2	9,5	10,7	10,9	9,6
Hommes	4,7	4,8	6,2	10,0	11,9	11,5	10,0
Femmes	5,6	5,4	6,1	8,9	9,3	10,1	9,1
RMR[1] de Toronto	3,8	4,0	5,2	9,5	11,2	11,4	10,4
Nord de l'Ontario	8,0	7,3	8,1	11,4	12,6	12,4	11,6
Jeunes (15 à 24 ans)	7,9	7,7	10,0	15,0	17,4	17,5	15,5
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	3,6	3,3	4,0	6,8	7,4	7,6	7,0
Chômage (pourcentage du total)							
De longue durée (27 semaines +)	12,8	13,2	13,7	22,5	29,7	33,4	32,3
Jeunes (15 à 24 ans)	33,2	31,3	31,7	29,3	29,5	27,8	27,1
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	18,3	17,0	16,9	19,0	19,0	19,5	21,1
Durée moyenne (en semaines)[2]	13,4	13,5	13,7	18,5	23,3	26,9	27,5
Jeunes (15 à 24 ans)	8,6	8,4	10,0	13,5	16,6	18,4	17,8
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	20,0	19,5	18,9	22,7	29,7	33,7	34,6

Tableau 25 (suite)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Total des chômeurs (en milliers)	489	515	488	424	383	356	402
Taux de chômage (en pourcentage)	8,7	9,0	8,4	7,2	6,3	5,7	6,3
Hommes	8,9	9,0	8,2	7,1	6,2	5,5	6,4
Femmes	8,5	9,0	8,7	7,2	6,4	5,9	6,2
RMR[1] de Toronto	8,6	9,1	8,0	7,0	6,1	5,5	6,3
Nord de l'Ontario	9,9	10,7	10,4	11,0	9,0	8,2	7,9
Jeunes (15 à 24 ans)	14,6	14,9	16,4	14,4	13,1	11,8	12,5
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	6,5	6,4	5,9	5,3	4,2	4,0	4,4
Chômage (pourcentage du total)							
De longue durée (27 semaines +)	29,4	28,3	25,5	21,8	19,0	15,4	12,9
Jeunes (15 à 24 ans)	27,5	26,6	30,9	31,5	33,3	33,1	31,6
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	21,7	20,8	21,3	22,6	20,7	22,4	22,9
Durée moyenne (en semaines)[2]	25,8	24,8	26,6	23,2	21,2	17,8	15,4
Jeunes (15 à 24 ans)	16,2	15,4	13,7	12,7	11,5	9,8	8,7
Travailleurs plus âgés (45 ans +)	33,4	31,1	42,6	39,2	33,6	28,1	25,8

Nota :

1. Région métropolitaine de recensement. La RMR de Toronto comprend la ville de Toronto, les régions de York, de Peel et de Halton (à l'exclusion de Burlington), Uxbridge, Pickering, Ajax, Mono, Orangeville, New Tecumseth et Bradford West Gwillimbury.
2. Avant 1997, les périodes de chômage de 100 semaines ou plus étaient inscrites comme s'il s'agissait de 99 semaines, car on ne traitait que deux chiffres. Cette contrainte ne s'applique pas aux années ultérieures à 1996.

Source : Statistique Canada.

Tableau 26 — Assurance-emploi (a.-e.) et aide sociale en Ontario de 1988 à 2001	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Bénéficiaires ordinaires d'a.-e. (en milliers)	172	167	225	319	322	294	228
Max. de la rémunération assurable au fins de l'a.-e. (en dollars)[1]	565	605	640	680	710	745	780
Allocation hebd. max. d'a.-e. payable (en dollars)	339	363	384	408	426	425	429
Cotisation à l'a.-e.							
de l'employeur ($/100 $ de gains assurables)	3,29	2,73	3,15	3,15/3,92[2]	4,20	4,20	4,30
de l'employé ($/100 $ de gains assurables)	2,35	1,95	2,25	2,25/2,80[2]	3,00	3,00	3,07
Total des prestations d'a.-e. versées (en millions de dollars)[3]	2 370	2 470	3 419	5 362	5 845	5 406	4 511
Cot. d'a.-e. versées (en millions de dollars)[3]	4 879	4 359	5 432	6 220	7 353	7 567	8 067
Bénéficiaires de l'aide sociale (en milliers)[5]	289	307	366	499	608	660	673

Tableau 26 (suite)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Bénéficiaires ordinaires d'a.-e. (en milliers)	181	180	151	131	110	101	122
Max. de la rémunération assurable au fins de l'a.-e. (en dollars)[1]	815	750	39 000	39 000	39 000	39 000	39 000
Allocation hebd. max. d'a.-e. payable (en dollars)	448	413	413	413	413	413	413
Cotisation à l'a.-e.							
de l'employeur ($/100 $ de gains assurables)	4,20	4,13	4,06	3,78	3,57	3,36	3,15
de l'employé ($/100 $ de gains assurables)	3,00	2,95	2,90	2,70	2,55	2,40	2,25
Total des prestations d'a.-e. versées (en millions de dollars)[3]	3 796	3 653	3 436	3 141	3 051	2 787	3 536
Cot. d'a.-e. versées (en millions de dollars)[3]	7 929	7 582	8 173	7 679	7 614	7 668	7 511[4]
Bénéficiaires de l'aide sociale (en milliers)[5]	660	599	568	529	479	436	408

Nota :

1. À partir du 1er janvier 1997, les gains assurables hebdomadaires maximums de 750 $ ont été éliminés et remplacés par un maximum annuel de 39 000 $.
2. Les taux de cotisation pour 1991 ont été modifiés au milieu de l'année.
3. Les prestations d'a.-e. sont traitées selon la méthode de la comptabilité de caisse et les cotisations, selon la méthode de la comptabilité d'exercice.
4. Les cotisations versées en 2001 sont des estimations du ministère des Finances de l'Ontario.
5. Le nombre de bénéficiaires d'aide sociale de 1998 à 2001 comprend les participants au programme Ontario au travail et au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, les bénéficiaires d'aide pour soins temporaires et les bénéficiaires du programme Aide à l 'égard d'enfants qui ont un handicap grave. La *Loi sur le programme Ontario au travail* a été promulguée en mai 1998 et a remplacé la *Loi sur l'aide sociale générale*. La *Loi sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* a été promulguée en juin 1998.

Sources : Statistique Canada, Développement des ressources humaines Canada, ministère des Finances de l'Ontario et ministère des Services à la collectivité, à la famille et à l'enfance.

Tableau 27	Rémunération du travail en Ontario de 1988 à 2001						
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Gains hebdomadaires moyens (en dollars)[1]	s.o.	s.o.	s.o.	576,88	599,56	612,76	628,50
Augmentation (en pourcentage)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	3,9	2,2	2,6
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	4,8	5,7	4,9	4,7	1,0	1,8	0,0
Augmentation des GHM moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	2,9	0,4	2,6
GHM - secteur manufacturier (en dollars)	s.o.	s.o.	s.o.	683,30	716,55	739,20	761,95
Augmentation (en pourcentage)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	4,9	3,2	3,1
Augmentation moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	3,9	1,4	3,1
Augmentations obtenues par règlement (en pourcentage)[2]							
Tous les secteurs	4,7	5,6	6,5	4,9	2,7	1,0	0,4
Secteur public	4,7	5,8	6,8	5,0	2,6	0,5	0,1
Secteur privé	4,6	5,1	6,3	4,6	2,7	1,9	1,1
Jours-personnes perdus en raison de grèves et de lock-out (en milliers)	1 362	869	2 958	454	578	371	488
Salaire minimum - fin de l'année (taux horaire)	4,75	5,00	5,40	6,00	6,35	6,35	6,70

Tableau 27 (suite)	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Gains hebdomadaires moyens (en dollars)[1]	634,47	649,71	663,51	672,14	681,97	697,77	711,04
Augmentation (en pourcentage)	0,9	2,4	2,1	1,3	1,5	2,3	1,9
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	2,5	1,5	1,9	0,9	1,9	2,9	3,1
Augmentation des GHM moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	-1,6	0,9	0,2	0,4	-0,4	-0,6	-1,2
GHM - secteur manufacturier (en dollars)	770,80	794,09	821,28	841,39	851,17	869,40	882,75
Augmentation (en pourcentage)	1,2	3,0	3,4	2,4	1,2	2,1	1,5
Augmentation moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	-1,3	1,5	1,5	1,5	-0,7	-0,8	-1,6
Augmentations obtenues par règlement (en pourcentage)[2]							
Tous les secteurs	1,0	1,1	1,2	1,6	2,1	2,7	2,9
Secteur public	0,2	0,3	0,7	1,3	1,4	2,7	2,9
Secteur privé	1,7	2,2	2,3	2,1	3,1	2,4	3,0
Jours-personnes perdus en raison de grèves et de lock-out (en milliers)	477	1 915	1 904	1 061	651	650	672
Salaire minimum - fin de l'année (taux horaire)	6,85	6,85	6,85	6,85	6,85	6,85	6,85

Nota :1. Les gains hebdomadaires moyens (GHM) comprennent les heures supplémentaires. En 2001, Statistique Canada a cessé d'utiliser la Classification type des industries (CTI) de 1980 et a adopté le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour évaluer les GHM. Les données sur les GHM fondées sur le SCIAN remontent à 1991.

2. Les augmentations obtenues par règlement salarial portent sur les ententes salariales touchant 200 employés et plus.

Sources : Statistique Canada, ministère du Travail de l'Ontario et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 28	Emplois par profession en Ontario de 1990 à 2001					
						(en milliers)
	1990	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**
Gestion	484	516	494	523	507	547
Affaires, finance et administration	1 094	1 038	1 033	993	997	1 009
Sciences naturelles et appliquées	270	277	264	256	260	284
Secteur de la santé	236	249	243	260	258	256
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	315	318	343	340	374	342
Arts, culture, sports et loisirs	130	122	128	139	150	143
Ventes et services	1 199	1 161	1 174	1 207	1 197	1 223
Métiers, transport et machinerie	799	742	703	701	715	732
Professions propres au secteur primaire	159	151	148	153	148	145
Transformation, fabrication et services publics	506	442	419	403	435	450
Total	**5 191**	**5 016**	**4 949**	**4 974**	**5 039**	**5 131**

Tableau 28 (suite)						(en milliers)
	1996	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2001**
Gestion	537	548	552	550	566	557
Affaires, finance et administration	995	993	1 031	1 054	1 079	1 131
Sciences naturelles et appliquées	285	314	345	389	423	448
Secteur de la santé	250	265	260	272	279	282
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	341	345	359	390	401	404
Arts, culture, sports et loisirs	148	148	155	169	172	180
Ventes et services	1 255	1 264	1 316	1 351	1 408	1 434
Métiers, transport et machinerie	743	779	798	792	806	823
Professions propres au secteur primaire	142	145	139	153	142	131
Transformation, fabrication et services publics	485	512	536	569	597	573
Total	**5 181**	**5 313**	**5 490**	**5 688**	**5 872**	**5 963**

Nota : Groupes de professions fondés sur la Classification type des professions de 1991.
Source : Statistique Canada.

Tableau 29 **Répartition des emplois par profession en Ontario de 1990 à 2001**

(en pourcentage)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Gestion	9,3	10,3	10,0	10,5	10,1	10,7
Affaires, finance et administration	21,1	20,7	20,9	20,0	19,8	19,7
Sciences naturelles et appliquées	5,2	5,5	5,3	5,1	5,1	5,5
Secteur de la santé	4,5	5,0	4,9	5,2	5,1	5,0
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	6,1	6,3	6,9	6,8	7,4	6,7
Arts, culture, sports et loisirs	2,5	2,4	2,6	2,8	3,0	2,8
Ventes et services	23,1	23,1	23,7	24,3	23,8	23,8
Métiers, transport et machinerie	15,4	14,8	14,2	14,1	14,2	14,3
Professions propres au secteur primaire	3,1	3,0	3,0	3,1	2,9	2,8
Transformation, fabrication et services publics	9,8	8,8	8,5	8,1	8,6	8,8
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Tableau 29 (suite)

(en pourcentage)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Gestion	10,4	10,3	10,1	9,7	9,6	9,3
Affaires, finance et administration	19,2	18,7	18,8	18,5	18,4	19,0
Sciences naturelles et appliquées	5,5	5,9	6,3	6,8	7,2	7,5
Secteur de la santé	4,8	5,0	4,7	4,8	4,7	4,7
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	6,6	6,5	6,5	6,9	6,8	6,8
Arts, culture, sports et loisirs	2,9	2,8	2,8	3,0	2,9	3,0
Ventes et services	24,2	23,8	24,0	23,7	24,0	24,0
Métiers, transport et machinerie	14,3	14,7	14,5	13,9	13,7	13,8
Professions propres au secteur primaire	2,7	2,7	2,5	2,7	2,4	2,2
Transformation, fabrication et services publics	9,4	9,6	9,8	10,0	10,2	9,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Nota : Groupes de professions fondés sur la Classification type des professions de 1991.
Source : Statistique Canada.

Tableau 30 **Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1992 à 2001**

(en milliers)

	1992	1993	1994	1995	1996
Industries productrices de biens	**1 352**	**1 302**	**1 312**	**1 348**	**1 366**
Industries primaires	162	159	155	152	151
Agriculture	110	114	112	107	105
Fabrication	857	822	838	878	904
Construction	269	264	271	269	261
Services publics	64	57	49	49	50
Industries productrices de services	**3 597**	**3 672**	**3 727**	**3 782**	**3 815**
Commerce	765	778	771	767	783
Transport et entreposage	212	221	236	242	244
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	367	367	355	365	372
Services professionnels, scientifiques et techniques	267	270	282	302	313
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	144	152	158	174	181
Services d'enseignement	346	356	364	358	340
Soins de santé et assistance sociale	484	496	503	510	503
Information, culture et loisirs	202	209	223	233	232
Hébergement et services de restauration	277	281	288	293	315
Administrations publiques	318	318	314	305	290
Autres services	216	225	234	235	242
Total - emploi	**4 949**	**4 974**	**5 039**	**5 131**	**5 181**

Tableau 30 (suite) **Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1992 à 2001**

(en milliers)

	1997	1998	1999	2000	2001
Industries productrices de biens	**1 412**	**1 469**	**1 550**	**1 602**	**1 602**
Industries primaires	143	144	152	133	122
Agriculture	103	106	114	98	84
Fabrication	939	989	1 049	1 099	1 088
Construction	282	288	300	324	343
Services publics	48	49	50	46	50
Industries productrices de services	**3 902**	**4 021**	**4 138**	**4 271**	**4 361**
Commerce	802	813	850	874	924
Transport et entreposage	248	261	260	278	276
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	377	376	384	385	395
Services professionnels, scientifiques et techniques	350	372	397	424	437
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	194	210	224	246	249
Services d'enseignement	340	347	368	369	358
Soins de santé et assistance sociale	495	518	518	544	553
Information, culture et loisirs	248	243	257	282	299
Hébergement et services de restauration	316	335	340	343	342
Administrations publiques	279	284	286	274	275
Autres services	251	262	254	252	254
Total - emploi	**5 313**	**5 490**	**5 688**	**5 872**	**5 963**

Nota : Groupements d'industries fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
Source : Statistique Canada.

Tableau 31 **Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1992 à 2001**

(variation en pourcentage)

	1992	1993	1994	1995	1996
Industries productrices de biens	**-4,8**	**-3,7**	**0,8**	**2,7**	**1,3**
Industries primaires	-2,3	-1,5	-2,5	-1,8	-0,9
Agriculture	-1,7	3,3	-2,2	-4,3	-1,5
Fabrication	-5,3	-4,2	2,0	4,8	2,9
Construction	-5,6	-1,9	2,5	-0,7	-2,6
Services publics	0,3	-11,5	-13,9	0,6	1,6
Industries productrices de services	**0,0**	**2,1**	**1,5**	**1,5**	**0,9**
Commerce	0,9	1,6	-0,9	-0,6	2,2
Transport et entreposage	-5,0	4,5	6,6	2,8	0,6
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	-3,8	0,0	-3,4	2,8	2,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	-0,6	1,1	4,4	7,0	3,8
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	0,8	5,7	3,8	9,9	4,0
Services d'enseignement	3,7	3,0	2,2	-1,7	-5,0
Soins de santé et assistance sociale	0,4	2,5	1,5	1,4	-1,4
Information, culture et loisirs	-1,3	3,4	6,7	4,6	-0,5
Hébergement et services de restauration	2,1	1,3	2,5	1,8	7,4
Administrations publiques	0,7	0,2	-1,4	-2,8	-4,9
Autres services	0,6	4,1	4,2	0,4	3,1
Total - emploi	**-1,3**	**0,5**	**1,3**	**1,8**	**1,0**

Tableau 31 (suite) **Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1992 à 2001**

(variation en pourcentage)

	1997	1998	1999	2000	2001
Industries productrices de biens	**3,4**	**4,1**	**5,5**	**3,3**	**0,0**
Industries primaires	-5,5	1,1	5,6	-12,7	-8,5
Agriculture	-2,5	3,1	7,9	-14,4	-14,2
Fabrication	3,9	5,4	6,0	4,8	-1,0
Construction	8,0	1,8	4,4	7,8	6,1
Services publics	-3,2	1,0	1,2	-6,3	7,1
Industries productrices de services	**2,3**	**3,0**	**2,9**	**3,2**	**2,1**
Commerce	2,4	1,4	4,5	2,8	5,7
Transport et entreposage	1,8	5,3	-0,5	7,0	-0,7
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	1,3	-0,5	2,3	0,3	2,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	11,7	6,3	6,5	6,8	3,1
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	7,4	8,0	7,0	9,5	1,5
Services d'enseignement	0,0	2,1	6,2	0,2	-3,0
Soins de santé et assistance sociale	-1,5	4,6	0,0	5,0	1,5
Information, culture et loisirs	7,0	-2,1	5,7	9,9	6,1
Hébergement et services de restauration	0,6	5,8	1,6	0,7	-0,3
Administrations publiques	-3,7	1,6	0,6	-4,0	0,3
Autres services	3,5	4,6	-3,3	-0,8	0,9
Total - emploi	**2,6**	**3,3**	**3,6**	**3,2**	**1,5**

Nota : Groupements d'industries fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
Source : Statistique Canada.

Tableau 32 **Niveau d'emploi en Ontario, par région économique, de 1991 à 2002[2]**

(en milliers)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Ontario	**5 016**	**4 949**	**4 974**	**5 039**	**5 131**	**5 181**
Région :*						
Est	**689**	**682**	**683**	**701**	**674**	**674**
Ottawa (510)	513	508	503	521	501	508
Kingston-Pembroke (515)	176	174	180	180	172	166
Région du grand Toronto (530)[1]	**2 130**	**2 104**	**2 118**	**2 115**	**2 215**	**2 242**
Centre	**1 163**	**1 149**	**1 139**	**1 173**	**1 194**	**1 209**
Muskoka-Kawarthas (520)	136	140	136	137	148	148
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	449	450	458	470	469	478
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	578	559	546	567	577	583
Sud-Ouest	**682**	**676**	**689**	**705**	**686**	**699**
London (560)	281	275	285	288	285	278
Windsor-Sarnia (570)	263	266	267	274	271	279
Stratford-péninsule Bruce (580)	138	135	137	143	130	142
Nord	**352**	**337**	**344**	**345**	**362**	**357**
Nord-Est (590)	244	233	238	237	248	247
Nord-Ouest (595)	108	104	106	108	114	110

Tableau 32 (suite)

(en milliers)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002[2]
Ontario	**5 313**	**5 490**	**5 688**	**5 872**	**5 963**	**6 049**
Région :*						
Est	**685**	**726**	**750**	**757**	**776**	**784**
Ottawa (510)	516	543	555	573	587	589
Kingston-Pembroke (515)	170	183	195	184	189	195
Région du grand Toronto (530)[1]	**2 348**	**2 426**	**2 511**	**2 616**	**2 689**	**2 731**
Centre	**1 230**	**1 276**	**1 322**	**1 371**	**1 374**	**1 396**
Muskoka-Kawarthas (520)	150	152	161	165	157	158
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	496	515	543	552	562	581
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	584	609	618	654	655	657
Sud-Ouest	**704**	**714**	**744**	**763**	**757**	**767**
London (560)	283	286	299	307	304	306
Windsor-Sarnia (570)	277	286	296	304	305	309
Stratford-péninsule Bruce (580)	145	142	149	152	148	152
Nord	**345**	**348**	**361**	**366**	**366**	**370**
Nord-Est (590)	241	244	249	253	256	255
Nord-Ouest (595)	105	105	112	113	110	115

* Les écarts-types varient considérablement selon les régions et décroissent à mesure qu'augmente la taille de la région.

Nota :

Tous les chiffres représentent le niveau d'emploi annuel moyen.

1. La région économique de Toronto (530) est très semblable à la région du grand Toronto, mais ne comprend pas la ville de Burlington.
2. Les données de 2002 représentent une moyenne cumulative des dix premiers mois de 2002.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Tableau 33 **Niveau d'emploi en Ontario, par industrie, par région économique, 2001**

(en milliers)

	Toutes les industries	Agriculture	Ressources[1]	Fabrication
Ontario	**5 963**	**84**	**38**	**1 088**
Région :				
Est	**776**	**12**	**3**	**91**
Ottawa (510)	587	9	1	66
Kingston-Pembroke (515)	189	3	2	25
Région du grand Toronto (530)	**2 689**	**9**	**5**	**488**
Centre	**1 374**	**29**	**4**	**305**
Muskoka-Kawarthas (520)	157	5	2	31
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	562	9	1	138
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	655	15	1	136
Sud-Ouest	**757**	**30**	**3**	**162**
London (560)	304	9	1	55
Windsor-Sarnia (570)	305	8	2	79
Stratford-péninsule Bruce (580)	148	13	1	28
Nord	**366**	**3**	**23**	**42**
Nord-Est (590)	256	2	13	27
Nord-Ouest (595)	110	1	10	15

Tableau 33 (suite)

(en milliers)

	Construction	Distribution[2]	Finances, serv. prof. et gestion d'entreprises[3]	Information, culture et loisirs[4]
Ontario	**343**	**549**	**1 080**	**299**
Région :				
Est	**39**	**52**	**132**	**38**
Ottawa (510)	30	39	105	31
Kingston-Pembroke (515)	9	13	26	7
Région du grand Toronto (530)	**147**	**277**	**623**	**161**
Centre	**91**	**121**	**194**	**57**
Muskoka-Kawarthas (520)	15	11	19	6
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	39	50	81	22
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	37	60	93	28
Sud-Ouest	**45**	**67**	**92**	**30**
London (560)	20	27	45	11
Windsor-Sarnia (570)	15	24	31	16
Stratford-péninsule Bruce (580)	11	16	16	3
Nord	**21**	**33**	**40**	**13**
Nord-Est (590)	15	23	30	10
Nord-Ouest (595)	6	10	10	3

Tableau 33 (suite) **Niveau d'emploi en Ontario, par industrie, par région économique, 2001**

(en milliers)

	Commerce de détail	Services personnels[5]	Enseignement
Ontario	**701**	**596**	**358**
Région :			
Est	**91**	**81**	**59**
Ottawa (510)	60	60	42
Kingston-Pembroke (515)	31	22	17
Région du grand Toronto (530)	**308**	**238**	**138**
Centre	**162**	**150**	**86**
Muskoka-Kawarthas (520)	17	18	9
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	65	57	35
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	80	75	42
Sud-Ouest	**87**	**83**	**48**
London (560)	32	33	23
Windsor-Sarnia (570)	35	32	19
Stratford-péninsule Bruce (580)	20	17	6
Nord	**52**	**43**	**27**
Nord-Est (590)	38	29	19
Nord-Ouest (595)	13	14	8

Tableau 33 (suite)

(en milliers)

	Santé et assistance sociale	Administrations publiques
Ontario	**553**	**275**
Région :		
Est	**81**	**97**
Ottawa (510)	59	85
Kingston-Pembroke (515)	22	13
Région du grand Toronto (530)	**209**	**84**
Centre	**128**	**49**
Muskoka-Kawarthas (520)	18	7
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	46	19
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	63	23
Sud-Ouest	**85**	**24**
London (560)	38	10
Windsor-Sarnia (570)	33	10
Stratford-péninsule Bruce (580)	14	3
Nord	**50**	**20**
Nord-Est (590)	35	15
Nord-Ouest (595)	15	6

Toutes les données sont des niveaux d'emplois annuels moyens.
Les données sous-régionales peuvent ne pas correspondre aux totaux régionaux, qui ont été arrondis.
On ne tient pas compte des données sur l'emploi inférieures à 1 500 pour des raisons de fiabilité statistique.
Se reporter à la remarque sur les écarts-types et sur la RGT du Tableau 32.
Groupements d'industries fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Nota :

1. Comprend foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz.
2. Comprend transport et entreposage, services publics et commerce de gros.
3. Comprend finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail; gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien; et services professionnels, scientifiques et techniques.
4. Le secteur information, culture et loisirs comprend des industries telles que : édition; industries du film et de l'enregistrement sonore; radiotélévision et télécommunications; services d'information et de traitement de données; arts d'interprétation; sports-spectacles et industries connexes; établissements du patrimoine; divertissements, loisirs et jeux de hasard.
5. Comprend hébergement et services de restauration, et autres services (tels que réparations et entretien, services personnels et blanchissage, services religieux, services de subventions et services civiques, professionnels et autres).

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Régions économiques de l'Ontario[1]	
Est	
Ottawa (510)	Comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry, Prescott et Russell, Leeds et Grenville, comté de Lanark et division d'Ottawa
Kingston-Pembroke (515)	Comtés de Lennox et Addington, Hastings, Renfrew et Frontenac et division de Prince Edward
Centre	
Muskoka-Kawarthas (520)	Comtés de Northumberland, Peterborough, Haliburton, municipalité du district de Muskoka et division des lacs Kawartha
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	Comtés de Dufferin, Wellington et Simcoe et municipalité régionale de Waterloo
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	Comté de Brant, municipalités régionales de Niagara, Haldimand-Norfolk, division de Hamilton et ville de Burlington dans la municipalité régionale de Halton
Région du grand Toronto[2]	
Toronto (530)	Division de Toronto, municipalités régionales de Durham, York, Peel et Halton (à l'exclusion de la ville de Burlington)
Sud-Ouest	
London (560)	Comtés d'Oxford, Elgin et Middlesex
Windsor-Sarnia (570)	Comtés de Lambton et Essex et division de Chatham-Kent
Stratford-péninsule Bruce (580)	Comtés de Perth, Huron, Bruce et Grey
Nord	
Nord-Est (590)	Districts de Nipissing, Parry Sound, Manitoulin, Sudbury, Timiskaming, Cochrane, Algoma et division du grand Sudbury
Nord-Ouest (595)	Districts de Thunder Bay, Rainy River et Kenora

Nota :

1. Telles qu'elles sont définies dans la *Classification géographique type* de 2001 de Statistique Canada.
2. La région économique 530 est très semblable à la région du grand Toronto, mais ne comprend pas la ville de Burlington.

Pour de plus amples renseignements au sujet de
Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2002,
s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1
Téléphone : 416 325-0333

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2002
ISSN 1483-5983